

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

L'ÉVOLUTION DU CARACTÈRE AUTORITAIRE DU RÉGIME RUSSE
POSTSOVIÉTIQUE : ANALYSE CRITIQUE DES PRINCIPALES
EXPLICATIONS

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES POLITIQUES

PAR
MARIE-ÈVE CARPENTIER

AVRIL 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Je souhaite d'abord remercier mon directeur, David Mandel, qui m'a appris l'importance de la rigueur et de la précision dans l'analyse. De par sa connaissance aigüe de la Russie, sa disponibilité sans pareille et ses critiques constructives, il a rendu ce mémoire réalisable.

Je remercie également ma mère, Monique, pour son appui indéfectible tout au long de mes études. Sans elle, rien n'aurait été possible.

Un merci particulier à deux amies, Kathy et Arianne, avec qui j'ai partagé de nombreuses heures d'études. La première m'a alimenté de ses réflexions inspirantes et a su trouver les mots justes quand il le fallut. La bonne humeur et les conseils éclairés de la seconde ont allégé cette épreuve et contribué à sa réussite.

Finalement, merci à mon copain Ronald qui a fait preuve d'une patience légendaire et qui est resté amoureusement à mes côtés, malgré tout.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vi
RÉSUMÉ.....	vii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I EXPLICATIONS CULTURELLES DE L'ÉCHEC DE LA TRANSITION À LA DÉMOCRATIE EN RUSSIE.....	7
1.1 La culture politique russe comme facteur déterminant de l'échec de la transition démocratique.....	8
1.1.1 L'héritage historique à la base de la culture politique autoritaire, selon Pipes...9	
1.1.2 Un modèle sociétal traditionnel et paternaliste.....	11
1.2 Critique basées sur la culture politique.....	12
1.2.1 Immuabilité de la culture ?.....	12
1.2.2 Le caractère subjectif et réductionniste des explications culturelles.....	12
1.3 Le « capital social ».....	15
1.3.1 L'absence de capital social en Russie.....	17
1.4 Critique de l'approche basée sur le capital social.....	19
1.4.1 Le caractère toujours tautologique et subjectif de l'explication.....	19
1.4.2 Une fausse corrélation.....	20
1.4.3 Une explication inspirée par l'idéologie néolibérale.....	20
1.5 La faiblesse de la société civile comme explication.....	21
1.5.1 Le capital social et la société civile : deux concepts distincts	22
1.5.2 La faiblesse de la société civile généralisée à l'Europe postcommuniste.....	23
1.5.3 Une autre explication culturelle.....	24
1.5.4 Considération très partielle du rôle de l'État.....	26
1.6 Critique de l'explication basée sur la faiblesse de la société civile.....	26
1.6.1 Le caractère réducteur de l'explication.....	26
1.6.2 Un point de vue occidental.....	27
1.7 Conclusion.....	27
CHAPITRE II EXPLICATIONS NÉO-INSTITUTIONNALISTES DE L'ÉCHEC DE LA TRANSITION EN RUSSIE POSTSOVIÉTIQUE.....	29
2.1 Les deux variantes du néo-institutionnalisme.....	30

2.2 La séquence des réformes.....	32
2.2.1 La priorisation des réformes économiques.....	32
2.2.2 Le processus électoral avant le développement du libéralisme.....	34
2.3 Critique de l'explication basée sur la séquence des réformes.....	35
2.3.1 La libéralisation et la réforme économique.....	35
2.3.2 Une opportunité manquée ?.....	36
2.4 La structure des pouvoirs législatif et exécutif.....	37
2.4.1 Le type de régime.....	38
2.4.2 Le « super-présidentialisme.....	39
2.4.3 La structure du système économique.....	41
2.5 Éléments de critique des explications basées sur la nature des institutions.....	43
2.5.1 Les institutions politiques.....	43
2.5.2 Les conséquences de la libéralisation accélérée.....	45
2.6 La diffusion institutionnelle.....	48
2.6.1 L'importance de la spatialité.....	48
2.7 Critique de l'explication basée sur la diffusion géographique des institutions.....	51
2.7.1 Une remise en question du lien entre l'ascension à l'Union européenne et la démocratie.....	51
2.7.2 Une influence négative.....	52
2.8 Conclusion.....	53
CHAPITRE III : L'APPROCHE MARXISTE : UNE ANALYSE DE CLASSE	
DIALECTIQUE.....	55
3.1 La Perestroïka et la restauration du capitalisme.....	57
3.1.1 Les intérêts des classes populaires et de l'élite bureaucratique.....	58
3.1.2 La mobilisation des classes populaires.....	59
3.1.3 La promotion de l'autoritarisme.....	60
3.2 La transition au capitalisme sous Eltsine.....	62
3.2.1 La création des pouvoirs présidentiels.....	62
3.2.2 La thérapie de choc et le renforcement des pouvoirs de l'exécutif.....	63
3.3 La question du partage des pouvoirs.....	64
3.3.1 L'appui occidental à la suppression de la démocratie.....	65
3.3.2 Le coup d'État.....	67

3.3.3 La création d'un pouvoir exécutif libéré de tout contrôle extérieur.....	69
3.3.4 L'élection présidentielle de 1996.....	71
3.3.5 La « démocratie dirigée » de Poutine-Medvedev.....	72
3.4 Conclusion.....	73
CONCLUSION.....	74
BIBLIOGRAPHIE.....	77

LISTE DES ABRÉVIATIONS

BERD	Banque Européenne pour la Reconstruction et le développement
BM	Banque Moniale
FMI	Fonds Monétaire International
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OTAN	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PHARE	Pologne Hongrie Aide à la Reconstruction Économique
RSFSR	République Socialiste Fédérative de Russie
URSS	Union des Républiques Socialistes Soviétiques

RÉSUMÉ

Ce mémoire cherche à atteindre une meilleure compréhension du tournant autoritaire du régime de la Russie postsoviétique (1991 à aujourd'hui) au moyen d'une lecture critique des principales explications développées suite au rejet du « paradigme de la transition » (« transitologie ») par les spécialistes de la Russie. Nous avons regroupé les explications principales – celles qui sont les plus présentes dans la littérature sur la Russie – selon trois grandes approches : culturelle, néo-institutionnaliste et marxiste (analyse de classe). Nous avons d'abord dégagé leurs principaux éléments pour ensuite les soumettre à une analyse critique selon leur cohérence interne et leur capacité à offrir une explication cohérente de l'évolution du régime en Russie qui tient compte des faits connus. Cette analyse critique a révélé le caractère fortement réducteur des deux premières approches. Ces approches – fort différentes l'une de l'autre – ont toutes les deux tendance à souligner un seul facteur explicatif en l'isolant du reste de la réalité sociale. Le résultat est une analyse très partielle, marquée souvent par un argumentaire circulaire et arbitraire ou encore un caractère réductionniste. Par contre, l'analyse de classe marxiste, et notamment son approche dialectique, permet de saisir le caractère complexe et contingent de la réalité politique. Son analyse intègre les éléments valables des autres approches, tout en évitant leurs écueils.

INTRODUCTION

Bien que des élections aient formellement lieu à toutes les quelques années et que les termes caractérisant le régime divergent subtilement, la majorité des analystes de la Russie postsoviétique s'accordent sur l'échec du processus de démocratisation. Le trajet du régime politique en Russie fut surtout marqué par le coup d'État de Boris Eltsine en 1993 contre la constitution démocratique en vigueur et la montée de l'exécutif au pouvoir pour toutes fins pratiques absolu, et par le renforcement ultérieur du caractère autoritaire de l'État sous Poutine. Alors que la crise de la « soviétologie », amenée par la chute soudaine et largement imprévue du système soviétique, avait souligné l'incapacité de la discipline à élaborer une conception théorique adéquate de ce système, le tournant autoritaire au lendemain de la chute surprit également une grande partie des spécialistes, démentant leur optimisme initial et signant l'échec de leur conception théorique de la dite « transitologie ».

Cette théorie avait émergé au milieu des années 1980 sur la base des expériences récentes d'Amérique latine et de l'Europe du Sud. En effet, durant les années 1970 et 1980, beaucoup de pays de ces régions avaient effectué une transition relativement réussie à la démocratie. Ces transitions ont donné lieu à l'expression de la « troisième vague de démocratisation », dans laquelle les pays de l'ex-espace soviétique et de l'Europe de l'Est allaient être inclus après la chute du communisme (Huntington, 1991).

Cependant, puisque peu des pays de l'ex-espace soviétique, à l'exception des pays baltes, sont devenus des démocraties consolidées, et en raison de la nature fondamentalement différente des sociétés de l'ex-URSS, la théorie de la « transitologie » s'est avérée peu utile à la compréhension de la transition dans cette région. Les chercheurs se sont vite aperçus que la thèse centrale de la « transitologie », selon laquelle la démocratie est forgée principalement par la négociation d'un compromis entre l'élite qui appuie l'ancien régime et celle qui s'y oppose, était fondée sur un type de société très spécifique et pouvait difficilement être

transposée à la région postsoviétique. La majorité des spécialistes de la Russie qui a cherché à expliquer l'échec de la démocratie a donc rejeté cette théorie et élaboré de nouvelles explications qui tiendraient mieux compte des particularités de ce pays.

Dans le but d'atteindre une meilleure compréhension de l'évolution autoritaire du régime de la Russie postsoviétique, nous proposons d'examiner, sous forme d'une revue critique, certaines des explications les plus présentes dans la littérature qui a succédé à l'abandon de la « transitologie ». Pour ce faire, nous allons d'abord procéder à la classification des explications en trois grandes approches - l'approche culturelle, néo-institutionnelle et marxiste.

Les explications « culturelles » attribuent l'échec de la démocratie principalement à l'influence des valeurs, attitudes et croyances propres à la nation russe. Se servant de sondages, méthode privilégiée, ainsi que de l'observation de certains comportements sociaux des Russes, elles affirment que des valeurs autoritaires étaient, et sont toujours, prédominantes en Russie. Et c'est cela avant tout qui expliquerait l'échec de la démocratie. D'autres auteurs que nous pouvons également classer dans l'approche culturelle, basent leurs explications sur les concepts de « société civile » ou de « capital social ». Ce sont des concepts qui portent sur les relations sociales, mais celles-ci seraient culturellement conditionnées. Ainsi, la faiblesse des liens sociaux entre les membres de la société russe, un héritage culturel, expliquerait l'échec de la transition à la démocratie.

L'approche néo-institutionnaliste qui s'est développée principalement en réaction au béhavioralisme, dominant durant toute la période d'après-guerre, tend à minimiser le rôle de facteurs socio-économiques. Elle souligne l'influence indépendante de l'État et des institutions face aux facteurs socio-économiques. En ce qui concerne le processus de démocratisation, cette approche a été en quelque sorte une réponse à la théorie de la modernisation, selon laquelle la présence de certaines pré-conditions socio-économiques assure un développement linéaire vers une démocratie stable.

Il y a deux variantes principales d'explication néo-institutionnaliste : la variante du choix rationnel et celle historique. La première présente une vision plutôt fonctionnaliste des institutions, perçues comme des arènes destinées à servir les intérêts, qui ne sont pas expliqués mais traités comme de simples données, des principaux acteurs.

La seconde variante affirme, au contraire, que les intérêts sont plutôt façonnés par les institutions. Celles-ci influencent et modèlent les préférences des acteurs, leurs comportements et les relations qu'ils entretiennent entre eux. Elle souligne aussi l'importance de l'ordre chronologique dans lequel les réformes institutionnelles sont appliquées, puisque les transformations dans une sphère institutionnelle entraînent nécessairement des changements au sein des autres. Enfin, cette approche considère que l'héritage historique en termes d'institutions historiques influence et contraint leur évolution ultérieure.

Les explications néo-institutionnalistes appliquées à l'échec de la démocratie en Russie appartiennent essentiellement à cette dernière variante. Ainsi, l'accent est mis sur l'influence de l'héritage soviétique, sur la séquence chronologique des réformes au moment de la chute, et sur l'impact des structures politiques et économiques sur les comportements des acteurs. Une autre variante de l'approche néo-institutionnaliste, celle de la « path dependence spatiale », souligne le rôle, jusqu'à maintenant sous-estimé, de la diffusion géographique des institutions et de la situation géopolitique du pays, notamment sa proximité ou sa distance de l'Occident.

À la différence des autres approches, l'analyse marxiste adopte une méthode dialectique et matérialiste qui aborde la société comme une totalité dynamique où les différentes sphères sont en interaction. Elle met l'accent surtout sur les intérêts de classe et sur le rapport de force entre les classes en expliquant l'issue en Russie de la chute de l'URSS. Même s'il s'agit d'une théorie matérialiste – les sphères politique et culturelle s'expliquent à *partir* des relations socio-économiques, de la situation sociopolitiques des différentes classes, - dans sa version dialectique - elle ne réduit pas mécaniquement le politique à l'économie.

Cette analyse affirme que la démocratie en Russie posait un obstacle trop menaçant aux intérêts jugés vitaux de la nouvelle classe possédante en formation et de ses alliés dans l'appareil exécutif de l'État et en Occident et que les classes populaires, intéressées à la démocratie, n'étaient pas capables de la défendre.

Nous allons évaluer la cohérence interne de ces différentes analyses et leur capacité de tenir compte des faits. Cet exercice devrait nous permettre d'atteindre une meilleure compréhension de l'évolution du régime et du rôle joué par les facteurs tant structurels qu'agentiels

En ce qui concerne la définition de la démocratie, il faut noter l'opposition entre deux approches. D'un côté, il y a les partisans de définitions dont les indices peuvent être facilement quantifiés et donc soumis à des analyses statistiques. Il s'agit de définitions étroites qui mettent l'accent sur le caractère formel des institutions. De l'autre côté, il y a ceux qui favorisent des définitions plus qualitatives, mettant l'accent sur le niveau de participation populaire aux affaires d'État et sur les considérations d'égalité sociale (Uhlir, 2006, p.16).

Joseph Schumpeter a formulé la définition minimaliste classique de la démocratie : « la méthode démocratique est le système institutionnel, aboutissant à des décisions politiques, dans lequel des individus acquièrent le pouvoir de statuer sur ces décisions à l'issue d'une lutte concurrentielle portant sur les votes du peuple » (Schumpeter, 1975, p.270). Le principal argument en faveur d'une telle définition est sa parcimonie qui facilite la recherche empirique et la quantification.

De leur part, les partisans des définitions dites substantielles affirment que les définitions formelles permettent de compter comme démocratiques des régimes qui sont en fait peu démocratiques, caractérisés par l'opacité du pouvoir et l'exclusion politique et sociale de fait de secteurs importants de la population. Les définitions formalistes adoptent des programmes de recherche limités qui excluent des problèmes liés à la qualité de la

démocratie, tels la surreprésentation des élites économiques, l'absence de participation populaire, et la présence de mécanismes de marginalisation politique des classes populaires.

Malgré l'importance des questions liées à la qualité de la démocratie, nous avons opté ici pour la définition plutôt formelle élaborée par *Freedom House*. Pour les fins de ce mémoire, elle suffit pour établir l'échec de la démocratie. En fait, l'objet du mémoire est une évaluation critique des analyses de l'échec de la démocratie formelle (ou, pour utiliser le terme marxiste, « bourgeoise »).

Selon *Freedom House*, la démocratie est un système politique multipartiste concurrentiel, avec le suffrage universel, des élections régulières tenues avec scrutin secret et sécuritaire, l'absence de fraudes électorales massives qui pourraient déformer la volonté populaire; un système qui permet un accès public significatif aux principaux partis à l'électorat à travers les médias et une campagne politique généralement ouverte. Selon cette définition, la Russie n'est pas une démocratie. Mais, même si nous adoptons cette définition nous sommes conscients de son parti pris libéral.

Le mémoire est divisé en trois chapitres principaux, un pour chacun des approches identifiées. Dans chaque chapitre, nous présenterons d'abord les grandes lignes de l'approche et de ces principales variantes et ensuite une critique de leur application à la Russie.

Le premier chapitre est consacré à trois types d'explications culturelles, celles qui mettent de l'avant le concept de culture politique, du capital social et de la société civile respectivement. Le deuxième traitera de l'approche néo-institutionnaliste dans sa variante historique, qui met l'accent sur la séquence chronologique des réformes et sur le caractère institutionnel du régime politique, de sa constitution et du système économique. Le dernier chapitre se penchera sur l'analyse marxiste, l'analyse de classe.

Notre but dans ce mémoire est plutôt modeste : faire une analyse critique de certaines des approches principales de la littérature de l'évolution du régime politique en Russie, afin d'évaluer leur capacité d'offrir une explication satisfaisante de l'échec de la transition à la

démocratie. Par cela, nous pensons contribuer à une meilleure compréhension du régime qui existe et des perspectives de sa future évolution.

CHAPITRE I

EXPLICATIONS CULTURELLES DE L'ÉCHEC DE LA TRANSITION À LA DÉMOCRATIE EN RUSSIE

Bien que l'approche culturelle reconnaisse l'influence d'autres facteurs, elle insiste principalement sur la prédominance du rôle de la culture dans son analyse du parcours politique de la Russie postsoviétique. Elle soutient que le caractère des régimes politiques est culturellement conditionné par les valeurs, les croyances et les attitudes populaires. (Kubicek, 2000, p.298).

Nous rendrons compte des principales caractéristiques de l'approche culturelle appliquées à l'échec du projet démocratique, déjà présent en Russie sous Gorbatchev. Nous avons identifié, en nous inspirant de la classification de Nicolas Petro (2004), trois explications « culturelles » : celles dont les concepts centraux sont la culture politique, le capital social, et la société civile.

Selon Thomas M. Nichols (1996), la culture politique consiste en des attitudes, des valeurs et des croyances populaires envers des institutions politiques spécifiques. Les explications qui ont pour concepts fondamentaux le capital social et la société civile concernent, quant à elles, les relations sociales, mais dont le caractère est culturellement conditionné. Ce serait la qualité du capital social ou de la société civile qui détermineraient le succès de la transition à la démocratie. Si l'explication qui s'appuie sur le capital social se concentre sur les relations sociales au sens large, celle qui se base sur la société civile s'attarde plus précisément aux relations sociales développées à travers la participation populaire aux organisations formelles qui constituent la société civile. Ces organisations sont

définies comme étant légalement encadrées, situées à l'extérieur de la sphère formelle de l'État et de la sphère marchande.

1.1 La culture politique russe comme facteur déterminant de l'échec de la transition démocratique

Nous traiterons de cette approche à travers les analyses de Richard Pipes (2004, 2005) et Natalya Tikhonova (2005). Doyen des historiens américains de la Russie et de l'URSS et détenteur du poste de *Director of East European and Soviet Affairs* sous le président Reagan, Pipes est un intellectuel conservateur dont les analyses abordent la culture politique d'un point de vue surtout historique. Pour sa part, Tikhonova, directrice adjointe de l'Institut d'Études Sociales Globales de l'Académie des Sciences de Russie, adopte une approche plutôt sociologique de la culture politique.

Selon Pipes, la culture politique russe, héritée d'un passé inhospitalier aux valeurs libérales, est conservatrice et autoritaire. Citant des sondages conduits entre 2003 et 2004, il affirme que cette culture est à la base de la politique antidémocratique et antilibérale (au sens économique) de l'administration de Poutine.¹

Tikhonova, pour sa part, rend compte de la culture russe à travers l'analyse d'un modèle normatif qui, selon elle, conditionne les relations entre la société, l'individu et l'État. Elle s'appuie sur des sondages réalisés entre 1995 et 2005. Affichant une vision similaire, mais plus nuancée que Pipes, elle affirme que la culture de la société russe est traditionaliste. Dans cette culture c'est l'État qui exprime les intérêts de la population, c'est ainsi que son omniprésence est légitimée. Ce modèle culturel n'est pas strictement autoritaire puisqu'il présuppose le droit des citoyens d'exprimer librement leurs opinions et de promouvoir celles-ci à travers des actions collectives indépendantes de l'État. Cela même si ces droits sont limités dès que leur application menace l'ordre public.

¹ Ces sondages ont été réalisés par le *Centre Analytique Levada*, l'*Institut d'Études Sociales Globales de l'Académie des Sciences de Russie* et par le centre *Validata*.

1.1.1 L'héritage historique à la base de la culture politique autoritaire, selon Pipes

Parmi les facteurs historiques, Pipes cite surtout la géographie, plus particulièrement l'immensité du territoire, le caractère rural de la société, la religion orthodoxe et la longue période du joug mongol. D'une part, l'immensité du territoire a encouragé la centralisation du pouvoir et a exigé un leadership « fort » : une figure autocratique en mesure d'assurer la défense du territoire. D'autre part, en lien avec le caractère très fortement rural de la société, l'étendue du territoire russe a empêché le développement des liens sociaux horizontaux et a retardé l'établissement de la propriété privée, encourageant ainsi la centralisation du pouvoir politique, social, et économique.

En plus, la religion orthodoxe a fait obstacle au développement du nationalisme, les Russes s'identifiant davantage à leur religion qu'à la Nation. L'Église a restreint la liberté, perçue comme une chose capricieuse et a encouragé la formation d'un régime tyrannique, qu'elle a présenté comme l'instrument de Dieu à l'encontre de l'iniquité de la nature humaine. La sacralisation de l'État au milieu du 16^e siècle a encouragé le conservatisme en promouvant l'idée que l'État russe avait atteint la perfection. Enfin, la longue période de subjection au règne mongol, du 13^e au 15^e siècle, a détruit toute forme d'autogestion et favorisé la légitimation du caractère absolu de l'autorité centrale.

Ainsi, l'autocratie, établie initialement pour assurer la défense du territoire, fut rapidement consacrée par une puissante idéologie dominante soutenue conjointement par le régime et par l'Église. La suppression des droits individuels, à son tour, a fait obstacle au développement et à l'articulation collective des intérêts au sein de la société, ce qui aurait pu fournir éventuellement un contrepoids à l'État. La population, tenue complètement à l'écart des affaires publiques, était empêchée, non seulement d'exprimer une quelconque forme de contestation, mais également toute forme d'appui indépendant à l'État. Le régime, incapable de mesurer l'étendue du mécontentement populaire, vivait ainsi dans un état d'insécurité permanente. Cette insécurité s'est transmise, d'abord aux intellectuels, puis à la majorité de la population qui craignait, dans le cas d'un relâchement de l'autorité, la possibilité d'un renversement de l'État. La population s'est mise à appuyer l'autocratie, perçue comme l'unique garant de la sécurité contre les ennemis externes mais aussi de la stabilité

domestique. Il s'est donc créé un cercle vicieux où l'absence d'un rôle indépendant de la société a encouragé l'autoritarisme, et l'autoritarisme a renforcé la faiblesse de la société. Cette faiblesse s'est ainsi traduite par la valorisation de l'ordre, le rejet de la valeur des intérêts privés individuels, et le repli de la population dans la sphère privée. La conséquence est une société hostile à la démocratie.

Selon un sondage cité par Pipes 88% des répondants de la province de Voronezh disent préférer l'ordre à la liberté, apparemment inconscients que ces deux concepts ne sont pas mutuellement exclusifs (*Izvestiya*, 2003, cité dans Pipes 2005). Selon un autre sondage conduit à l'hiver 2003, 76% des Russes favorisent la restauration de la censure des médias de masse.

Pipes affirme aussi que dans la sphère économique, toujours selon des sondages, la liberté est dévalorisée par une population qui préfère un État interventionniste. Ainsi, la culture russe serait non seulement antidémocratique, mais également antilibérale, ce qui pour Pipes ramène apparemment à la même chose. La propriété privée suscite du cynisme, de l'indifférence et de l'hostilité. Il cite un autre sondage qui montre que la grande majorité (84%) pense que la richesse s'acquière grâce à des liens corrompus et que les inégalités en Russie contemporaine sont excessives et illégitimes. Aux yeux de la population, l'injustice du système économique est la principale cause de l'importance de la pauvreté (*Izvestiya*, 22 janvier 2004, cité dans Pipes 2005). Le désir de sécurité économique prime l'esprit entrepreneurial qui comporterait un risque trop élevé pour les Russes. Pipes insiste pour dire que cette valorisation de la sécurité économique sur la liberté est un héritage de la nature historique, fortement rurale, de la société russe.

1.1.2 Un modèle sociétal traditionnel et paternaliste

En plus de nier le caractère absolument autoritaire du modèle sociétal russe, Tikhonova, à la différence de Pipes qui s'appuie exclusivement sur l'héritage historique pour expliquer le régime contemporain, reconnaît un rôle aux réalités sociales contemporaines.

Sans aller jusqu'à caractériser la culture russe comme autoritaire, Tikhonova affirme que la société russe se base sur un modèle traditionnaliste et paternaliste. Selon ce modèle, la société ne se conçoit pas comme une entité distincte de l'État, mais plutôt comme un objet qui lui est subordonné. Elle lui doit son entière loyauté, et l'État en retour assure le bien-être des citoyens. Ainsi, les Russes ont tendance à favoriser la censure des médias et de la presse écrite puisqu'elle offre une protection contre les éléments potentiellement hostiles à la domination de l'État. Alors que Pipes affirme aussi que les Russes privilégient un État paternaliste, protecteur des intérêts de la Nation, il considère que cela signifie le rejet de la liberté au profit de l'autoritarisme et du conservatisme. Par contraste, Tikhonova, affirme, en s'appuyant sur de nombreux sondages conduits ces dix dernières années auprès des citoyens âgés de 16 à 65 ans, que les Russes valorisent la liberté tant que cette dernière n'est pas porteuse de désordres.

L'auteure considère tout de même que cette culture traditionnaliste fait obstacle à la démocratie. Toujours selon les sondages, elle affirme qu'un État dirigé de manière rigide est plus important pour les Russes que la démocratie, l'individualisme ou le libéralisme économique. Le peuple russe ne souhaite pas participer aux affaires publiques, les Russes typiques sont repliés dans leur sphère privée. Leur allégeance va à leur famille et à leurs amis. Il y a peu de sentiment d'affinité avec des collectivités plus larges. La confiance envers les inconnus, considérée comme la base de la civilisation occidentale, est absente en Russie. Pour cette raison les Russes préfèrent accorder au gouvernement, personnifié en une figure autoritaire, la liberté de gérer la sphère publique.

Contrairement à Pipes, Tikhonova tient aussi compte de l'influence de l'expérience vécue. Cela lui permet d'affirmer qu'une certaine transformation de la culture russe s'opère, susceptible de générer, à long terme, un nouveau modèle sociétal. Les Russes font de plus en

plus valoir leurs intérêts et affirment que leur appui à l'État est désormais conditionnel à la performance de ce dernier. Ainsi, en réponse à l'échec de la transition postcommuniste à la démocratie, l'expérience des Russes amène peu à peu à l'érosion du modèle traditionnel et paternaliste et au développement de la société civile.

1.2. Critiques des explications basées sur la culture politique

1.2.1. Immuabilité de la culture ?

Comme nous l'avons vu, Pipes considère que le caractère autoritaire et conservateur de la culture politique russe est immuable. À ceux qui s'y objectent, citant les révolutions démocratiques de 1905, 1917 et 1991, il répond que ces bouleversements n'ont fait que renforcer l'autoritarisme. Le fort appui à Poutine atteste, selon lui, du rejet populaire de la démocratie, un régime perçu largement par les Russes comme frauduleux.

Mais cet argument culturel porte un caractère fondamentalement circulaire. D'un côté, Pipes constate l'existence d'une culture autoritaire sur la base de l'observation du comportement du peuple russe – comportement choisi, d'ailleurs, de manière assez sélective. Par la suite, il explique ce même comportement par la culture qu'il vient d'en déduire. Un véritable cercle magique!

1.2.2 Le caractère subjectif et réductionniste des explications culturelles.

Les divergences entre les analyses de Pipes et Tikhonova témoignent en effet de la manière souvent très peu objective dont les adeptes de l'approche culturelle procèdent pour établir les différents traits de la culture politique des Russes. Leur emploi et leur interprétation des sondages portent un caractère particulièrement arbitraire. Ces auteurs tiennent peu compte du fait que les sondages offrent un choix de réponses déjà établi. Les répondants ne peuvent pas reformuler la question, ni élaborer ou expliquer leurs réponses. Ils ne peuvent pas non plus

demander des précisions par rapport à un item ambigu. Qui plus est, l'interprétation des sondages peut varier, dépendamment de la compréhension différente des mots et des concepts d'une société à l'autre.

En réalité, la prétention du caractère antidémocratique de la culture russe est basée sur un emploi sélectif de faits historiques et de sondages cités hors de tout contexte historique. Comme le révèlent les entrevues réalisées par Ellen Carnhagan (2007) entre 1998 et 2003, les Russes appuient les principes de la démocratie. Ce qu'ils dénoncent, c'est la façon dont le régime opère réellement en Russie, ce qu'il appelle toujours la « démocratie » (ou « démocratie dirigée »).

Nous devons aussi questionner le lien établi par les auteurs entre la valorisation par les Russes de l'ordre et le présumé caractère autoritaire de leur culture politique. Le désir d'ordre ne doit pas en soi être interprété comme un appui à l'autoritarisme, puisque l'ordre, étant principalement associé à la compétence du gouvernement, est souhaité dans toutes les sociétés. Bien des citoyens des pays occidentaux, si on leur demandait de choisir, privilégieraient sans doute l'ordre à la démocratie (Shlapentokh 2008, p.180).

En plus, la prétention de Pipes, selon laquelle les Russes considèrent l'ordre et la liberté comme étant mutuellement exclusifs, est aussi contestée, entre autres, par Ellen Carnhagan. Se basant sur ses entrevues, elle affirme que les Russes considèrent que l'ordre et la liberté s'appuient mutuellement. Pour les Russes, l'ordre est étroitement lié à la règle de droit. Il implique une société dans laquelle la loi encadre les comportements mais permet une mesure de liberté, tandis que le désordre social, caractérisé par l'absence de lois ou leur application inopérante, génère de la corruption et d'autres formes de criminalité, et ainsi une insécurité physique, économique et sociale qui compromet la liberté.

La prétention que les Russes appuient la censure mérite aussi certaines précisions. Selon Aleksei Grazhdakin, les Russes qui disent favoriser la censure, ne visent pas la censure d'idées politiques, mais de la pornographie et du langage extrémiste, qui devraient être exclus des médias de masse. (*Vedomosti*, 12 juillet, 2010)

Les explications basées sur la culture politique présument que celle-ci est largement partagée dans la société. Mais, cela occulte la complexité réelle de la société russe. Dans les faits, les attributs culturels sont souvent distribués de manière très inégale (Reisinger *et al*, 1994,). En particulier, les clivages sociaux basés sur l'âge, le niveau d'éducation et le degré d'urbanisation, ont un impact important sur l'appui réservé à la démocratie. Par exemple, les jeunes qui n'ont pas vécu sous le communisme, qui ont joui d'une bonne éducation et qui vivent dans un milieu urbain sont particulièrement enclins à appuyer la démocratie (Gibson *et al*, 1992 Reisinger *et al*).

Finalement, un grand nombre d'études montrent que les attitudes politiques, loin d'être immuables, sont fortement influencées par les expériences socio-économiques et politiques courantes. Comme nous l'avons déjà signalé, ce sont ces dernières qui expliquent, plus que des présumées traditions culturelles, pourquoi, comme l'affirme Pipes, les Russes perçoivent la démocratie comme une fraude. (Bideleux, 2007, Carnhagan, 2007, Fine, 2007, 2008, Mishler et Rose, 2005, Rose, 2000). Il est donc important de considérer, comme le fait d'ailleurs Tikhonova, l'influence des expériences vécues par la population. Si Tikhonova reconnaît cette influence, elle ne rend pas compte des causes qui sont à l'origine de ces expériences. Elle donne ainsi l'impression que ces influences sont indépendantes du comportement du régime, et notamment des structures et des relations de pouvoir. Par exemple, l'arrivée d'un nouveau groupe dirigeant peut entraîner des changements importants dans la vie de la population qui influence fortement les attitudes politiques.

Shlapentokh maintient, par exemple, que l'évolution entre 1985 et 1991 des attitudes populaires envers le système politique démontre la malléabilité de la culture politique populaire et sa dépendance aux comportements des élites. Malgré une certaine hésitation initiale de la part des Russes, leur appui envers une transformation démocratique s'est renforcé rapidement pendant la Perestroïka sous Gorbatchev (Shlapentockh, 2008, p.174). Il s'est manifesté en particulier à travers la participation enthousiaste aux premières élections plus ou moins libres, les grèves des mineurs avec leurs revendications démocratiques, les nombreuses manifestations populaires en faveur de revendications démocratiques qui ont balayé les grandes villes, le succès des forces antibureaucratiques lors des élections parlementaires de 1990, et finalement, la victoire d'Eltsine en juin 1990,

largement perçu comme le *leader* des forces démocratiques. Mais, suite aux nouvelles réalités du régime d'Eltsine des années 1990 (la chute du niveau de vie, le désordre social, le mépris pour la démocratie de la part des « réformateurs », le caractère criminel et corrompu des leaders se qualifiant de « démocratiques »), l'enthousiasme pour cette « démocratie » a rapidement fait place à la passivité politique et à une vision négative des réformes effectuées au nom de la démocratie.

Toutefois malgré cette expérience, il est loin d'être évident que la majorité des Russes valorisent aujourd'hui un régime autoritaire. Par exemple, un récent sondage mené par le « Centre Levada » montre que les deux tiers des Russes sont convaincus de la nécessité d'une opposition politique (*Vedomosti*, 12 juillet 2010).

Il semble donc évident que ce ne sont pas les valeurs populaires qui peuvent expliquer l'échec de la démocratie. Il serait insensé de prétendre que la politique autoritaire d'Eltsine reflétait des valeurs populaires, alors que ce dernier a bombardé son propre parlement en 1993, organe suprême de pouvoir élu démocratiquement par le peuple seulement deux ans auparavant.

1.3 Le «capital social»

Bien que l'approche qui met au centre du problème de la démocratie le concept de « capital social » se concentre sur les relations sociales et non pas directement sur la culture, nous constatons qu'elle partage plusieurs des prémisses avancées par l'approche culturelle discutée ci-haut et souffre de certaines des mêmes faiblesses. Nous aborderons l'approche du capital social sur la base des analyses de Robert D. Putnam et de Thomas M. Nichols.

Putnam est célèbre pour ses écrits sur l'engagement civique et son rapport avec la démocratie. Sans en être le créateur, il est sans doute l'auteur le plus associé au concept du capital social. Son étude comparative des gouvernements régionaux d'Italie, *Making Democracy Work: Civic Traditions in Modern Italy*, où il cherche à démontrer que la

réussite démocratique dépend largement de la présence des liens sociaux qui constituent du capital social, a grandement influencé le champ de recherche sur les transitions. Nichols à son tour s'appuie sur le travail de Putnam pour expliquer l'échec de la transition démocratique en Russie postsoviétique.

Selon Putnam, le capital social est un attribut des relations sociales. Il s'agit de réseaux sociaux et de normes de réciprocité et de confiance qui en émanent. Le capital social améliore l'efficacité de la société, en facilitant les actions coordonnées. (Putnam, 2000, p.19).

Putnam fait la distinction entre deux types de liens sociaux. Les premiers sont les liens interpersonnels « forts » entre des membres d'une même famille et/ou des amis. Les seconds constituent les liens interpersonnels « faibles » entre les connaissances ou les membres d'une même organisation. Ces derniers sont plus importants pour soutenir la cohésion de la communauté et l'action collective, puisqu'ils favorisent la formation de groupes d'une densité permettant de surmonter les clivages sociaux, politiques et ethniques. Il en résulte un capital social de type « bridging » : « [...] censé favoriser le développement de relations de tolérance et de confiance généralisée à l'ensemble de la société » (Hamidi, 2003, p.612). Quant aux liens interpersonnels « forts », associés à la configuration de type « bonding », même s'ils sont plus susceptibles de produire une quantité considérable de capital social (puisque la confiance se développe plus facilement au sein des relations familiales et amicales), ils créent trop souvent une loyauté intra-groupe forte, qui est éventuellement accompagnée d'une grande méfiance à l'égard des « out-groups ». (Hamidi, 2003, p.612). Ils ne sont donc pas associés à l'apport positif du capital social, notamment la création d'une réserve de confiance, de réseaux d'engagement civique et de normes de réciprocité.

Parallèlement à cette distinction entre le capital social de type « bridging » et « bonding », Putnam précise également que le capital social « positif » émane des groupes structurés horizontalement, c'est-à-dire, liant des agents au statut et au pouvoir plus ou moins équivalents. Leur présence est propre à la communauté « civique », caractérisée par une culture de la confiance, qui permet le développement de la coopération. Cela encourage la démocratie en facilitant la prise en compte d'intérêts partagés par l'ensemble des citoyens. Mais si Putnam considère que les associations récréatives, les clubs sportifs et les organismes de charité font partie de ce genre de groupes, il en exclut les partis politiques, dont la structure varie d'un pays et même d'une région à l'autre.

À l'opposé des groupes structurés horizontalement, on retrouve les groupes structurés verticalement – le « dark side » du capital social - (en Italie - la mafia et l'Église catholique), où les membres sont liés par des relations asymétriques, de dépendance et de hiérarchie. Ces groupes sont négativement associés au gouvernement démocratique, caractérisant des communautés « non-civiques » où la méfiance sociale généralisée empêche la coopération et encourage des solutions de dépendance, de coercition et d'exploitation pour structurer l'action collective. (Putnam, 1993, p.167).

Selon Putnam, la présence du capital social « positif », de confiance mutuelle, de normes de réciprocité, et de réseaux d'engagement civique, dépend de traditions culturelles qui se renforcent continuellement.

1.3.1 L'absence de capital social en Russie

Selon cette approche, l'échec de la transition démocratique en Russie s'explique par l'absence de ce genre de bagage culturel. Alors que la Russie possédait certaines traditions civiques faibles avant l'avènement du communisme, Nichols et Putnam affirment que la nature totalitaire du régime communiste a éliminé ce qu'il y avait de capital social. Selon Nichols, la mise en pratique de l'idéologie léniniste a entraîné la rupture des liens sociaux

antérieurs et la reconstitution de la société sur la base d'une relation étroite et verticale avec l'État.

La construction de cette structure verticale du pouvoir a nécessité l'élimination des liens sociaux particuliers, c'est-à-dire la désintégration des relations sociales susceptibles de conduire à des relations politiques autonomes. Associé particulièrement à l'époque stalinienne, ce processus s'est traduit par le démantèlement des centres autonomes d'engagement social et par l'atomisation de la société. Les villages furent absorbés par la collectivisation. Ce qui restait de la pratique de la religion est devenue souterraine. Le milieu de travail a été étatisé au lieu d'être une entreprise vraiment collective. Les écoles, les équipes sportives et les associations récréatives étaient encadrées par l'État et dépourvues de tout aspect authentiquement volontaire

Le régime communiste s'est employé à détruire les associations amicales et apolitiques autonomes de l'État, afin de s'assurer qu'elles ne conduisent pas à des activités susceptibles de développer une légitimité sociale et politique alternative. Le climat de terreur nécessaire à la mise en forme de ce monopole étatique de la sphère sociale a entraîné un sentiment de peur et une aliénation qui ont persisté même après le relâchement de la terreur. Les citoyens ont donc continué à se méfier de l'engagement civique autonome, le percevant comme dangereux ou, au mieux, inutile.

Les pénuries de biens et de services qui caractérisaient l'époque communiste ont aussi contribué à la peur et à la méfiance. Elles ont incité les citoyens à utiliser des canaux informels pour satisfaire leurs besoins, ce qui s'est traduit par une montée de la corruption qui, à son tour, a miné la confiance mutuelle.

Cette méfiance sociale est toujours présente. Selon Putnam et Nichols, cela constitue le facteur principal de l'échec de la transition démocratique en Russie.

1.4 Critiques de l'approche basée sur le capital social

1.4.1 Le caractère toujours tautologique et subjectif de l'explication

Avant tout, il faut souligner le même caractère circulaire ou tautologique de la démarche que nous avons constaté dans le cas des explications culturelles. Les adeptes de l'approche basée sur le capital social mesurent celui-ci à l'aide d'indicateurs tels que la confiance, les normes de réciprocité et les réseaux d'engagement civique pour ensuite expliquer la présence ou l'absence de ces mêmes indices par la présence ou l'absence du capital social.

En plus, on peut encore une fois critiquer le caractère peu objectif du portrait social présenté par les auteurs. Dans les faits, aucune preuve solide ne leur permet d'établir l'absence de confiance au sein de la population de la Russie communiste. La méfiance envers les structures de l'État ne doit pas être confondue avec la méfiance des concitoyens les uns envers les autres (Evans et Letki, 2001). En fait, il est bien connu qu'en réponse au régime totalitaire, les Soviétiques ont développé des réseaux sociaux informels. Et, plusieurs autres auteurs affirment, sur la base d'études historiques ou de sondages contemporains, la présence du capital social dans la société soviétique et en Russie contemporaine. Les « blats »² de l'époque communiste, les mouvements populaires en faveur de la démocratie sous Gorbatchev, et la présence en Russie postcommuniste de larges réseaux sociaux qui transcendent souvent la sphère familiale et qui sont comparables en termes de taille et de capacité politique à ce qu'on observe dans les sociétés occidentales indiquent l'existence de capital social dans le sens où Putnam l'entend (Gibson, 2001, Marsh, 2000, Glinski et Reddaway, 2001, Schlapentokh, 2008).

² Les blats réfèrent à un système de relations informelles où il y a échanges d'égal à égal. Il s'agissait d'un moyen utilisé couramment pour se procurer les biens et services en pénurie à l'époque soviétique.

1.4.2 Une fausse corrélation

Au-delà de la mesure du capital social, nous devons questionner la corrélation positive postulée par Putnam et Nichols entre la confiance sociale et la démocratie. Selon plusieurs études, la confiance sociale n'est pas positivement corrélée avec la confiance institutionnelle et avec l'appui à la démocratie (Gibson, 2001, Hamidi, 2003, Letki et Evans, 2001, Przeworski et Teune, 1970, Selingson, 2002). Elles trouvent souvent une opposition entre ces deux variables et leur évolution respective (Hamidi, 2003, p.612). Il peut donc coexister des niveaux de confiance institutionnelle et interpersonnelle très divergents.

Selon James S. Coleman (dans Rose, 2000), qui définit le capital social en termes instrumental et situationnel, plutôt que de témoigner d'une disposition généralisée à la confiance, le recours à des réseaux sociaux informels relève du choix rationnel et démontre la faiblesse des institutions formelles (Rose, p.149). En Russie, le caractère imprévisible, partial et arbitraire des organisations formelles expliquerait la méfiance des Russes envers celles-ci et donc leur choix de s'appuyer sur des réseaux informels. Rose cite un sondage national réalisé au printemps 1998, selon lequel le recours au capital social s'explique par l'incapacité ou la difficulté des organisations formelles à fournir certains services (Rose). Par exemple, les Russes auront recours aux réseaux sociaux informels pour faire garder leurs enfants ou pour trouver un emploi.

En ignorant ce rapport entre la qualité des structures formelles et le capital social, Putnam et Nichols justifient la canalisation du mécontentement populaire vers les structures informelles, censées être en mesure de gérer plus efficacement les préoccupations citoyennes, au lieu de critiquer le caractère défaillant des structures et des relations de pouvoir formel.

1.4.3 Une explication inspirée par l'idéologie néolibérale

Putnam et Nichols nous laissent croire que le capital social, produit d'une disposition généralisée à la confiance, est accessible à tous. Cependant, le capital social est en fait à la fois exclusif et inclusif : il est influencé par des variables socioéconomiques telles la classe,

le genre, le pouvoir relatif, l'ethnie (Fine, 2008). En ignorant l'influence de ces variables, les explications qui se basent sur le capital social tendent à soutenir l'idéologie et les politiques néolibérales. Ce genre d'explication est très présent dans les analyses économiques des pays en transition faites, par exemple, par la Banque Mondiale, institution néolibérale par excellence. La BM encourage les études qui mettent l'accent sur le capital social pour expliquer les maux de la Russie. Cela sert à détourner l'attention des conséquences politiques néfastes de la « thérapie de choc » que la BM avait elle-même promue à la demande des pays du G-7.

1.5 La faiblesse de la société civile comme explication

L'explication qui met l'accent sur la faiblesse de la société civile, tout comme celle qui met de l'avant l'absence de capital social, souligne l'importance du développement des liens sociaux pour la démocratie. Elle affirme que le facteur central est la participation populaire à des organisations formelles de la société civile.

Pour présenter cette approche nous nous servons de l'analyse de Marc M. Howard, spécialiste des études sur la démocratie. Son livre *The Weakness of Postcommunist Civil Society* analyse de manière exhaustive la société civile de l'Europe postcommuniste, consacrant une attention particulière à la Russie. Howard n'affirme pas explicitement l'échec de la transition démocratique en Russie, mais souligne quand même le lien entre la faiblesse de la société civile et la qualité de la démocratie en Russie. Il associe directement la faiblesse de plusieurs attributs de la démocratie dans ce pays à la faiblesse de la société civile.

Selon Howard la société civile est la sphère des organisations, des groupes et des associations qui sont formellement établis, légalement protégés, autonomes et volontaires. La société civile se distingue, de façon conceptuelle et empirique, à la fois de la société économique, composée d'une myriade d'organisations d'affaires ayant pour objectif le profit et de la société politique qui concerne le leadership et la compétition pour le pouvoir (Howard, 2003, p.35). Ainsi, alors que les sociétés économiques et politiques sont

composées principalement de l'élite sociale en quête de pouvoir et/ou de profit, la société civile est la sphère des citoyens ordinaires qui participent aux groupes et associations correspondant à leurs intérêts, à leurs besoins et à leurs désirs quotidiens (Howard, 2003, p.36). Malgré cette distinction, Howard considère que les trois sphères se chevauchent, certains groupes faisant partie de plus d'une sphère. Par exemple, les Organisations Non-Gouvernementales (ONGs) ont souvent pour objectif explicite d'influencer et de transformer les structures du pouvoir politique, et pourtant la légitimité de leur cause dépend de la participation et de l'appui des citoyens ordinaires. (Howard, p.38).

1.5.1 Le capital social et la société civile : deux concepts distincts

Si Howard insiste, tout comme Nichols et Putnam, sur la culture de méfiance qui caractérise la société russe contemporaine, il considère exclusivement la méfiance envers les organisations formelles de la société civile, cherchant ainsi à se démarquer des explications basées sur le capital social qui considèrent la méfiance sociale au sens large, c'est-à-dire entre les individus. De ce fait, si le capital social réfère aux liens entre les normes de réciprocité et à la confiance sociale, qui caractérisent tous les types de relations interpersonnelles, y inclus entre amis et membres d'une même famille, la société civile selon Howard comprend seulement les activités publiques développées dans un cadre démocratique et légal. Cela exclut donc les associations antidémocratiques ou malveillantes, comme la mafia, que Putnam considère en parlant du « dark side » du capital social. Finalement, Howard soutient que la société civile est généralement perçue comme un phénomène comportemental et institutionnel, alors que le capital social est constitué de normes et de valeurs, attributs plus « passifs » de la confiance interpersonnelle.

1.5.2 La faiblesse de la société civile généralisée à l'Europe postcommuniste

Howard affirme que la faiblesse de la société civile est un trait distinctif de l'Europe postcommuniste. Il s'appuie sur le *World Value Survey* (WVS), réalisé entre 1995 et 1997, qui compare le taux de participation aux organisations de la société civile dans les pays capitalistes post-autoritaires, dans les pays postcommunistes, et dans les démocraties établies (*old democracies*). Le fait que les sociétés russe et est-allemande se caractérisent par la faiblesse de la société civile tout en se distinguant fortement au niveau des facteurs - comme la nature des institutions politiques, le type de « civilisation », la situation économique - qui sont généralement privilégiés pour expliquer le degré de participation aux organisations formelles lui permet d'affirmer que la faiblesse de la société civile (mesurée par le taux de participation aux organisations formelles) est un héritage de la période communiste.

Howard démontre cette corrélation en s'appuyant sur des entrevues réalisées auprès d'un échantillon représentatif de citoyens de la Russie, de l'Allemagne orientale et occidentale qui ne participent pas à des organisations de la société civile. Il affirme que l'expérience d'un régime communiste est statistiquement plus significative que les indicateurs socioéconomiques traditionnels comme l'âge, le genre ou le statut socio-économique. (Howard, 200, p.92).

La faiblesse de la société civile de l'Europe postcommuniste compromet la qualité de la démocratie. Suivant l'idée de Putnam selon laquelle les organisations volontaires inculquent à leurs membres des habitudes de coopération et des habilités nécessaires à la participation aux affaires publiques, Howard affirme qu'en choisissant de ne pas participer aux organisations de la société civile, les citoyens postcommunistes se privent de l'opportunité de développer les traits nécessaires à la démocratie.

De plus, il affirme, à l'instar de Theda Skocpol, que la société civile constitue une source importante d'influence populaire sur le processus politique parce que ses organisations représentent les opinions, les intérêts et les choix de leurs membres et sont en mesure d'influencer la législation et de protéger les citoyens contre des lois ou des politiques injustes

(Howard, 2003, p.151). La faiblesse de la participation aux organisations de la société civile réduit donc l'influence des citoyens sur le processus de prise de décisions politiques.

1.5.3 Une autre explication culturelle

Howard n'affirme pas explicitement que la cause principale de l'échec de la transition démocratique soit culturelle. En fait, il refuse de qualifier son approche de « culturelle ». Toutefois, il nous semble que l'héritage culturel de l'époque communiste constitue implicitement pour lui le principal facteur de la faiblesse de la société civile et ainsi de l'échec de la transition démocratique.

Lorsque Howard affirme que son explication est de type « expérientielle », puisqu'elle focalise sur la façon dont les individus reflètent, interprètent et évaluent leurs expériences antérieures, il insiste par là même sur l'influence de croyances, valeurs et attitudes formées sous les régimes communistes qui expliquent la faiblesse de la société civile. Il cite trois facteurs qui se renforcent mutuellement pour expliquer la faiblesse de la participation aux associations de la société civile: l'héritage de méfiance envers les organisations communistes, la persistance de réseaux de la sphère privée et la déception engendrée par la sombre réalité de la transition postcommuniste. Les deux premiers facteurs sont clairement des attributs de l'héritage culturel de l'époque communiste.

L'héritage de méfiance envers les organisations est expliqué par l'absorption des organisations de la société civile par l'État sous le régime communiste. Aujourd'hui, les organisations de la société civile sont encore perçues à travers le prisme du passé, puisque la majorité des citoyens ont vécu négativement la participation aux organisations communistes.

Parallèlement, Howard analyse le problème du repli des individus dans la sphère privée. Si Nichols et Putnam affirment que l'absorption de la sphère sociale par le régime communiste a entraîné l'atomisation de la société russe et que Nichols soutient que la pénurie de biens et services a encouragé les Russes à adopter une attitude de méfiance envers leurs concitoyens, Howard affirme plutôt que ces deux conditions de l'époque communiste ont

incité les Russes à valoriser les relations sociales privées entre amis et membres d'une même famille. Ces relations sont devenues plus authentiques et significatives puisque les citoyens pouvaient parler ouvertement avec leurs amis proches et les membres de leur famille. En même temps, de manière plus instrumentale, ils pouvaient s'appuyer sur leurs connaissances pour acquérir certains biens et services rares (Howard, 2001, p.28).

Malgré les changements après la chute du communisme, la majorité des liens privés ou informels, se sont perpétués. Ainsi, contrairement à ce que soutiennent Nichols et Putnam, les Russes d'aujourd'hui ne sont pas vraiment complètement atomisés.

Et si Nichols et Putnam considèrent que les réseaux privés sont susceptibles de servir de source de recrutement et de mobilisation, Howard les perçoit comme des obstacles à la participation aux organisations formelles qui constituent la société civile. Contrairement aux citoyens occidentaux qui participent aux organisations volontaires dans la perspective de faire de nouvelles connaissances, les citoyens postcommunistes sont socialement satisfaits de leurs réseaux privés et continuent à percevoir la sphère publique de manière négative et comme antagonique à la sphère privée. Ainsi, le recours aux réseaux informels est un obstacle à la mobilisation publique.

Le troisième facteur, la déception à l'égard des résultats de la transition postcommuniste, permet à Howard de prendre en considération l'influence des conditions sociales contemporaines. Mais, comme nous l'avons signalé, cela ne le démarque que partiellement des explications culturelles. La déception dont l'ampleur est à la hauteur de la démobilisation citoyenne, s'explique partiellement par l'idéalisme suscité initialement par la chute de l'ancien régime. Les Russes ne sentent pas avoir une influence sur leurs conditions socioéconomiques, qu'ils jugent pour la plupart désastreuses. En conséquence, ils tentent de s'adapter individuellement à la situation. En plus, la pauvreté les oblige à déployer leurs énergies à survivre et à développer des réseaux de proximité pour répondre à leurs besoins élémentaires. La fatigue et le découragement qui en résulte empêchent la participation aux organisations formelles de la société civile. Cependant, si Howard tient ainsi compte des conditions socioéconomiques, il n'explique pas les causes de celles-ci, s'attardant principalement à leur impact sur les attitudes.

1.5.4 Considération très partielle du rôle de l'État

Howard considère aussi le rôle de l'État dans la transition. L'État et la société civile sont interdépendants : alors que la condition de la société civile influence la transition politique, l'État influence les opportunités de développement de la société civile.

Pour favoriser la démocratie, l'État doit encourager les organisations de la société civile et s'assurer que la majorité des citoyens ont les moyens économiques leur permettant d'y participer. Pour cette raison, Howard est critique de la logique institutionnelle néolibérale dans le contexte postcommuniste.

Toutefois, selon lui, l'influence des institutions politiques n'est que partielle. Le renforcement de la société civile et donc de la démocratie nécessite avant tout un changement générationnel pour surmonter les attitudes héritées du passé.

1.6 Critiques de l'explication basée sur la faiblesse de la société civile

1.6.1 Le caractère réducteur de l'explication

Bien qu'Howard reconnaisse une certaine influence au caractère de l'État, son approche est basée principalement, tout comme les autres approches culturelles présentées plus haut, sur la présence ou l'absence de certaines attitudes, dans ce cas, sur la présence d'attitudes qui s'opposent à la participation aux organisations formelles de la société civile.

Howard ne se penche pas sur les facteurs qui expliquent l'adoption par le régime postsoviétique du néolibéralisme ni sur les relations de pouvoir que ce modèle suscite. Une telle analyse permettrait certainement une meilleure compréhension des facteurs qui limitent l'espace politique pour le développement des organisations de la société civile. Cette analyse permettrait aussi de constater que les opportunités de participation à la société civile sont distribuées, au même titre que les bénéfices du capital social, de manière inégale selon les ressources socio-économiques, la proximité du pouvoir, le genre, et autres.

1.6.2 Un point de vue occidental

La société civile est définie exclusivement selon les critères des démocraties dites matures, les démocraties occidentales, dont les sociétés sont caractérisées par un réseau dense d'organisations volontaires formelles. Cela amène Howard à écarter complètement l'influence des réseaux sociaux informels. Plus encore, il affirme que ces réseaux sociaux représentent un obstacle au développement des organisations formelles. Pourtant, les liens informels peuvent, malgré leur influence limitée face à l'État, encourager la diffusion de valeurs démocratiques au sein de la société. Gibson (2001) considère que les réseaux sociaux informels de la Russie postcommuniste transmettent l'information politique et permettent l'acquisition d'une expérience politique à travers les discussions qu'ils suscitent. Et même s'ils ne présentent pas une alternative aux organisations formelles, qui sont plus à même de faire pression sur le gouvernement, ils encouragent la création de celle-ci.

1.7 Conclusion

Notre analyse des explications culturelles a démontré que, malgré certaines divergences, les différentes explications de cette approche partagent un même caractère réducteur, arbitraire et circulaire et sont souvent inspirées par une vision occidentale de la démocratie. En expliquant l'échec de la démocratie russe uniquement, ou principalement, par la culture, ces approches font abstraction de facteurs socio-économiques et politiques qui, comme nous le verrons plus tard, sont essentiels à la compréhension du caractère de la transition politique en Russie. Sans nier que la culture joue un rôle de filtre entre les expériences et les conditions contemporaines et les perceptions et réactions des membres de la société, se limiter aux facteurs culturels sans tenir compte de la réalité sociopolitique « matérielle » produit une explication bien partielle et peu satisfaisante de l'échec de la démocratie dans la Russie postsoviétique.

La nature souvent subjective des explications culturelles est, quant à elle, liée à la dépendance envers la méthode de sondages qu'elle privilégie, ainsi qu'au caractère tautologique des preuves.

Finalement, si la perspective occidentale est particulièrement propre à Howard, elle caractérise également Pipes qui associe le libéralisme économique à la démocratie, affirmant que son rejet indique une culture autoritaire. Des points de vue occidentaux influencent aussi l'interprétation biaisée ou erronée des résultats des sondages. On peut également questionner le choix de modèle d'émulation de la démocratie occidentale, qui dans les faits permet une souveraineté populaire bien limitée.

CHAPITRE II

EXPLICATIONS NÉO-INSTITUTIONNALISTES DE L'ÉCHEC DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE EN RUSSIE

L'école néo-institutionnaliste prit naissance aux États-Unis dans les années 1980 en opposition à la fois au caractère formaliste-légaliste de l'institutionnalisme original³ et au béhaviorisme triomphant de l'après-guerre. Alors que l'institutionnalisme qui s'affuble du préfixe « néo » s'apparente à l'original par l'emploi des institutions comme variable explicative indépendante, il affiche une conception plus complexe des institutions, dont la définition est désormais élargie aux normes sociales, aux symboles et aux idées. Ainsi, les institutions sont considérées, d'une part, au sens matériel, c'est-à-dire au niveau des organes de l'État : la structure des législatures, des exécutifs, des bureaucraties et des tribunaux; les constitutions; les arrangements de division territoriale du pouvoir tels le fédéralisme et les systèmes d'autonomie; et les systèmes de partis; et, d'autre part, en termes « de normes, définies ou non, qui peuvent prendre la forme de règles ou de procédures » (Lecours, 2002, p.11). Le néo-institutionnalisme embrasse aussi un champ d'investigation plus vaste que la démocratie et ses institutions formelles (Gazibo, 2002).

Les auteurs qui se sont intéressés à la troisième vague de démocratisation⁴ ont contribué au retour de l'institutionnalisme en affirmant que la démocratie ne dépend pas

³ L'institutionnalisme original fut critiqué dans les années 1950-1960, au profit de l'approche béhavioriste, pour sa forte tendance à la description aux dépens de l'explication, pour sa nature a-théorique, c'est-à-dire son incapacité à établir des généralisations, sa méthode peu comparative et son étroitesse d'esprit, démontrée, entre autres, par sa concentration sur les pays industrialisés aux dépens des pays en développement (Lecours, 2002, p.3).

⁴ Cette vague, identifiée par Samuel Huntington, a débuté en 1974 avec la chute des dictatures d'Europe du Sud et s'étend aux démocratisations des pays d'Amérique latine au début des années 1980.

uniquement des conditions sociales et économiques, mais aussi et même surtout, de l'architecture institutionnelle. Ces auteurs ont souligné l'importance de prendre en compte les processus de diffusion et de continuité institutionnelle, les innovations institutionnelles, les procédures juridiques, les règles du jeu politique, ainsi que les jeux d'acteurs et leurs rapports de force (Gazibo, 2002). Ainsi, les institutions furent (re)considérées comme des arènes qui, bien qu'étant elles-mêmes construites, façonnent considérablement le politique.

Les institutions, ou plus précisément leur transformation, seraient donc centrales à la transition en Russie. Au lendemain de la chute du régime communiste les institutions ont dû s'adapter pour servir de nouveaux objectifs. Elles devaient être redirigées afin de cesser d'agir comme un instrument répressif et servir de lien entre l'État et la société. Plus encore, il fallait créer de nouvelles institutions demandées par le capitalisme (Johnson, 1999).

2.1 Les deux variantes du néo-institutionnalisme

Il existe deux principales variantes à la théorie néo-institutionnelle : le choix rationnel et le néo-institutionnalisme historique.

La variante du choix rationnel est caractérisée par une vision fonctionnaliste des institutions. Celles-ci sont le fruit d'actes volontaires des acteurs qui visent à corriger des faiblesses systémiques et créer un contexte optimal à la maximisation de leurs gains (Gazibo, Lecours, Thelen, 1999). Alors que ces intérêts sont « donnés », c'est-à-dire déterminés indépendamment de la dynamique institution-agent, la variante du choix rationnel est consciente que les acteurs doivent faire face à certaines offres et contraintes données par les institutions (Lecours, 2002). En fait, les tenants du choix rationnel affirment qu'en considérant le contexte institutionnel dans lequel s'effectue les processus de décisions, il est possible de mieux rendre compte des choix individuels et collectifs si on se base sur la rationalité et la maximisation de l'avantage personnel. (Lecours)

Contrairement au choix rationnel, la variante historique, qui tend à adopter une définition matérialiste des institutions, affirme que les intérêts des acteurs et les acteurs eux-

mêmes sont construits par les structures institutionnelles. En canalisant la manière dont les groupes interagissent, les institutions influencent grandement les possibilités pour les divers groupes sociaux de reconnaître leurs intérêts communs et de former des alliances. « Certaines options sont favorisées par le contexte institutionnel avant même que les individus ne les considèrent, alors que d'autres sont complètement occultées » (Lecours, p.15). Ainsi, les phénomènes sociopolitiques ne sont pas expliqués ni par la simple volonté des acteurs, ni par la nature de leurs relations.

Deux grandes idées caractérisent plus précisément la variante historique. La première est que « le droit et les institutions prescrivent les comportements et les relations entre les acteurs, rendent possible les conflits du fait de l'ordonnance des rôles et prévoient des mécanismes de régulation » (Gazibo, p.150). L'autre idée est celle de « path dependence » (dépendance au sentier), selon laquelle les institutions créent les conditions de leur propre reproduction : les arrangements institutionnels en place avant la transition sont porteurs de normes, de mœurs et d'habitudes qui continuent d'influencer la manière dont le processus évolue par la suite (Gazibo, p.151). Ainsi, la notion de temporalité est importante à la compréhension du changement ou de la continuité institutionnelle. La notion de séquence l'est également, puisque le changement institutionnel est compris comme un processus dynamique par lequel les différentes sphères s'influencent mutuellement (Thelen, 1999). Même si certaines explications de la variante historique poussent plus loin l'idée selon laquelle les institutions dictent les comportements, cette approche reconnaît que les institutions ne naissent pas d'elles-mêmes. Bien qu'elle se méfie d'une approche trop volontariste, elle accorde un certain rôle à l'agence.

Malgré que certaines explications néo-institutionnalistes de l'échec de la démocratie en Russie empruntent des éléments à plus d'une de ces variantes, la plupart d'entre elles adoptent la variante historique. Seule l'explication de Hanson et Kopstein et Reilly (2001, 2000) fait exception en adoptant une nouvelle perspective du néo-institutionnalisme qui, de par l'importance qu'elle accorde à l'emplacement géographique des pays, se qualifie de « path dependence spatiale ».

Nous avons regroupé ces explications selon les facteurs qu'elles mettent de l'avant pour expliquer l'échec de l'institutionnalisation de la démocratie en Russie, notamment la séquence des réformes, la structure des pouvoirs législatif et exécutif, la nature du système économique, et la diffusion institutionnelle.

2.2 La séquence des réformes

Selon les études d'Alexander Loukine (1999) et de Juan J. Linz et Alfred C. Stepan (1996), l'échec de la transition à la démocratie en Russie s'explique largement par la séquence des réformes adoptées. Loukine et Linz et Stepan se servent du concept de « path dependence ». Ils mettent un accent particulier sur l'influence de la structure institutionnelle du régime soviétique et sur l'idée selon laquelle le changement institutionnel est un processus dynamique dans lequel les différentes sphères institutionnelles s'influencent mutuellement.

2.2.1 La priorisation des réformes économiques

Selon Linz et Stepan, un État stable et efficace est nécessaire à la démocratie. L'État doit posséder une force raisonnable et être capable de mettre en œuvre les politiques adoptées par le nouveau gouvernement démocratique. Considérant la faiblesse de l'État russe au moment du démantèlement de l'URSS, la restructuration politique était primordiale à l'établissement de la démocratie. La tenue d'élections à l'échelle nationale et la rédaction d'une nouvelle constitution sont des formes de construction de la légitimité du pouvoir étatique qui devaient être mises en œuvre avant que l'État réalise la restructuration de l'économie. (Linz et Stepan, 1996, p.390-91).

En procédant simultanément à la construction de la nation, à l'implantation du capitalisme et à la démocratisation du régime, Eltsine et ses conseillers ont négligé la restructuration politique donnant effectivement la préséance à la privatisation. Durant l'automne de 1991 les efforts de son gouvernement étaient dirigés principalement vers la rédaction d'un plan de réforme économique.

Les co-auteurs affirment qu'en l'absence de réformes politiques, le nouveau régime, qui a hérité des structures centralisées de l'État soviétique et d'une constitution peu habilitée à régler les différends, était prédisposé à susciter des conflits (Linz et Stepan, 1996). Eltsine aurait dû d'abord développer la base de son parti et convaincre le Parlement russe, élu encore dans le cadre du régime soviétique, de tenir de nouvelles élections libres le plus tôt possible. Mais, même s'il avait pu se servir de son charisme et de l'autorité acquise grâce à son triomphe sur le putsch d'août 1991 pour assurer la victoire de son parti, il a manqué cette opportunité. Sa conception absolue du pouvoir, héritée du régime soviétique, et la perception populaire négative du démantèlement de l'URSS, dont il était tenu responsable, l'ont amené à situer sa présidence au-dessus des partis politiques.

Eltsine a donc décidé de cohabiter avec le Congrès des députés du peuple, élus vers la fin de l'ère soviétique. Ce Congrès a d'abord appuyé majoritairement (876 contre 16) son plan de réforme économique, lui accordant même des pouvoirs spéciaux pour le réaliser. Cependant, puisque ce plan n'avait pas fait l'objet d'une étude approfondie par les députés et que ses mesures n'avaient pas été débattues, les intérêts économiques et politiques des députés du Congrès ont fini par faire obstacle aux orientations des réformes économiques du gouvernement d'Eltsine. Seulement six mois après le lancement de la thérapie de choc, les votes tenus au cours du Sixième Congrès des députés du peuple indiquaient que les députés s'opposaient, dans une proportion de 632 contre 231, aux réformes proposées par le gouvernement. Puisque la constitution héritée de l'époque soviétique donnait au Congrès des pouvoirs lui permettant d'accorder et de retirer des pouvoirs à l'exécutif et, a fortiori, comme cette constitution n'avait pas été conçue de façon à faciliter et à canaliser la contestation, le conflit entre les branches exécutive et législative était inévitable. Ce conflit, qui s'est soldé par le bombardement du Parlement par Eltsine en automne 1993, scella l'échec de la démocratie et nuisit considérablement aux réformes économiques au nom desquelles la création d'un État démocratique a été reportée.

Selon les auteurs, si Eltsine avait tenu des élections en décembre 1991, un nouveau Parlement indépendant et légitime aurait pu appuyer, moyennant certains amendements constitutionnels et le report de son adoption, le plan de réforme économique. Ce nouveau Parlement aurait donné au gouvernement une fondation constitutionnelle pour la mise en

œuvre intégrale des réformes économiques, politiques et sociales, assurant ainsi la réussite de la transition à la démocratie (Linz et Stepan, p.394).

2.2.2 Le processus électoral avant le développement du libéralisme

Pour Linz et Stepan, la libéralisation qui comprend, selon eux, un amalgame de changements politiques et sociaux, comme l'indépendance des médias et du pouvoir judiciaire, la tolérance de l'opposition et l'élargissement de l'espace réservé à la société civile, n'est pas nécessairement synonyme de démocratie. Ils affirment que la démocratie requiert avant tout la tenue d'élections libres. Au contraire, Loukine explique l'échec de la transition à la démocratie par la priorité accordée à l'introduction d'élections libres aux dépens de la libéralisation. En l'absence d'une libéralisation du régime, les premières élections libres ont simplement reproduit le type d'institutions de l'époque soviétique, une manifestation de la culture politique totalitaire de l'élite dirigeante héritée de ce régime.

Gorbatchev a tenu des élections dans le but de miner l'autorité de l'appareil du parti Communiste. Mais en l'absence de mécanismes de gouvernance libérale, elles ont eu l'effet d'encourager l'appropriation d'un pouvoir élargi par les nouveaux élus, menant finalement à la démission de Gorbatchev. Sous Eltsine, qui a gaspillé l'opportunité de profiter de sa popularité pour adopter de sérieuses réformes structurelles, les élections ont permis de légitimer le pouvoir illimité de sa présidence et elles ont généré la crise politique de 1992-1993. Cette crise s'expliquerait plus par une volonté de chacune des deux branches du gouvernement de monopoliser le pouvoir, que par un désaccord par rapport aux programmes ou aux avenues de développement à privilégier. Alors que le Congrès s'appuyait sur la Constitution de l'ère soviétique pour légitimer la suprématie de son autorité, Eltsine faisait valoir son élection au suffrage universel pour réclamer un pouvoir quasi-absolu.

Selon Loukine, cette crise politique est la preuve qu'en l'absence d'une culture politique démocratique introduite au moyen d'une libéralisation structurelle authentique - ce qui doit inclure un pouvoir judiciaire indépendant, la règle de droit, la séparation des

pouvoirs, le développement d'organisations civiques indépendantes, l'indépendance des médias et la défense des libertés idéologiques et religieuses - les élections libres ne pouvaient que contribuer à reproduire un type d'institutions qui reflète la culture politique « totalitaire » de l'élite dirigeante et donner naissance à une lutte entre divers clans pour la monopolisation du pouvoir (Loukine, 1999, p.107).

2.3 Critiques de l'explication basée sur la séquence des réformes

2.3.1 La libéralisation et la réforme économique

D'abord il n'est pas si évident que les premières élections libres furent introduites en l'absence d'une quelconque libéralisation structurelle. Par définition, il semble que l'introduction d'élections libres nécessite une certaine libéralisation politique. Qui plus est, sous Gorbatchev la société soviétique (et russe) a sans doute connu l'apogée de sa liberté. La glasnost a introduit la liberté d'expression; elle a permis la réhabilitation de milliers de réprimés, mis fin à la répression de dissidents et encouragée l'émergence de la société civile : des manifestations massives se sont organisées et des grèves ont débuté.

Aussi, il est erroné d'affirmer que la crise politique de 1992-1993 s'explique par la volonté du président et du Congrès des députés du peuple de monopoliser le pouvoir. Au lendemain de la chute du régime soviétique, ces deux branches du pouvoir cohabitaient parfaitement bien. Le Congrès avait même accordé des pouvoirs extraordinaires à Eltsine afin qu'il puisse réaliser son plan de réforme économique. C'est seulement au moment où les premiers résultats de sa réforme ont commencé à se faire sentir que l'opposition au sein du Congrès s'est manifestée et que la crise politique a éclaté. Ainsi, il est clair que l'enjeu majeur de la crise constitutionnelle de 1992-1993 était la poursuite de la thérapie de choc. Eltsine et son équipe cherchaient principalement à se défaire du Parlement qui, désormais opposé à la thérapie de choc, menaçait de lui retirer les pouvoirs spéciaux provisoires qu'il lui avait conférés (Glinski et Reddaway, 2001, Roche, 2000).

2.3.2 Une opportunité manquée ?

Il semble que la séquence des réformes a bien contribué à l'échec de la transition démocratique, mais pas nécessairement dans le sens élaboré par Linz et Stepan. Ces auteurs expliquent la séquence adoptée comme une « opportunité manquée », une simple erreur d'Eltsine, attribuable à sa conception du pouvoir absolu héritée du régime soviétique. Ce faisant, ils font abstraction des conditions en Russie au lendemain de la chute du régime soviétique et notamment des intérêts qui expliquent la décision d'Eltsine de privilégier sa réforme économique aux dépens de l'institutionnalisation de la démocratie.

Dans les faits, la stratégie adoptée par Eltsine s'explique principalement par la contradiction entre le projet du regroupement politique autour de lui et de la bourgeoisie (les futurs « oligarques ») naissante et les intérêts de la masse de la population. Alors que l'échec de la Perestroïka a incité les éléments réformistes au sein de la nomenklatura à faire alliance avec les intellectuels libéraux et les affairistes du secteur privé, en partie légalisé, à promouvoir une libéralisation économique accélérée, le passage au capitalisme, et surtout à sa version néolibérale fortement promue par le G-7, n'avait pas d'appui populaire solide. L'appui populaire à Eltsine et aux libéraux tenait surtout à leur qualité autoproclamée de forces antibureaucratiques, de démocrates, et non pas à leur projet de passage au capitalisme du « libre-marché » (Roche, 2000, pp. 23, 41). La nouvelle élite politique savait que la thérapie de choc risquait de susciter rapidement la résistance populaire, une fois ses conséquences ressenties. Conséquemment, son introduction rapide, si fortement recommandée par le G-7, avait comme but de rendre la transformation irréversible. Cela à son tour nécessitait l'abandon, ou au moins la remise à plus tard, des réformes politiques et, en pratique, l'imposition d'une dictature à peine cachée.

En fait, Linz et Stepan ont tort d'affirmer qu'Eltsine a manqué l'opportunité de restructurer les institutions politiques par rapport à celles héritées *de la fin* de la période soviétique. Il les a bien restructurées, mais dans un sens autoritaire par rapport à cet héritage, qui était, malgré ses défauts, assez démocratique et en fait très démocratique si on tient

compte de l'histoire de la Russie/URSS. Lors du bombardement du Parlement, Eltsine a promis des élections présidentielles et parlementaires simultanées. Mais au lieu de faire cela, il a rédigé à huis clos une nouvelle constitution qui accordait un pouvoir quasi-absolu au président, réduisant le parlement à un rôle essentiellement consultatif. Cette nouvelle constitution a été adoptée par le moyen d'un référendum truqué en même temps que la population a élu un nouveau parlement qui était à majorité en opposition à la thérapie de choc. Mais grâce à la nouvelle constitution, ce scrutin n'a eu aucune incidence tangible sur le cours de la réforme économique (Glinski et Reddaway, 2001, pp.369-435, Roche, 2000, pp.191-219).

Ainsi, il nous semble profondément erroné de parler simplement d'une opportunité manquée. Eltsine l'a saisie et a réussi la restructuration politique, mais au détriment de la démocratie et des intérêts de la grande majorité de la population russe.

2.4 La structure des pouvoirs législatif et exécutif

Linz et Stepan attribuent également de l'importance au type de régime, aux institutions politiques pour le destin de la transition politique. C'est l'idée selon laquelle « les institutions prescrivent les comportements et les relations entre les acteurs, rendent possible les conflits du fait de l'ordonnance des rôles et prévoient des mécanismes de régulation » (Gazibo, 2002, p.150). Ils affirment en particulier que le présidentielisme donne lieu à des relations conflictuelles entre les pouvoirs législatif et exécutif sans prévoir de mécanisme de régulation. Linz parle même des « perils of presidentialism » (Linz, 1990).

Cette idée est partagée partiellement par Steven Fish, spécialiste de politique comparée, qui, comme nous le verrons, s'intéresse au système constitutionnel de la Russie et à la relation entre la nature du système économique et la démocratie.

2.4.1 Le type de régime

Selon Linz et Stepan, la plupart des démocraties contemporaines stables sont de type parlementaire où le pouvoir exécutif est généré par la majorité législative et dont le gouvernement dépend pour survivre. La flexibilité de ce type de régime lui permet, en cas de crise, de changer de gouvernement sans attendre des élections (au moyen d'une motion de censure). *A contrario*, les régimes présidentiels ou semi-présidentiels sont rigides et n'offrent pas de porte de sortie démocratique en cas de conflit entre les branches exécutive et législative. Aussi, ils sont plus susceptibles de générer une crise entre ces deux branches du gouvernement qui se réclament toutes deux d'une légitimité populaire.

Selon ces auteurs, le présidentielisme est nécessairement problématique dans la mesure où il génère un élément de jeu à somme nulle dans la vie démocratique à cause de règles qui tendent à donner tout aux vainqueurs (*winner-takes-all*), avec un important potentiel de conflit. Dans un système parlementaire, le partage du pouvoir et la formation de coalitions sont choses communes et les titulaires du pouvoir sont attentifs aux demandes et aux intérêts de tous les partis qui, à leur tour, ont le sentiment de partager le pouvoir et d'avoir un rôle réel dans le système. À l'inverse, la conviction qu'il possède une autorité indépendante et un mandat populaire est susceptible d'imprégner le président d'un sentiment exagéré de puissance et d'un rôle « messianique ».

Le danger des élections présidentielles est renforcé par la rigidité du terme fixe du mandat. Les vainqueurs et les vaincus sont fixés pour la période totale du mandat. Il n'y a pas de possibilités de changement d'alliances, de formation de coalitions ou d'élections en réponse aux événements. Il est en fait très difficile de remplacer un président qui a perdu la confiance de son parti ou des électeurs. L'*impeachment* est un processus très long et incertain, particulièrement comparé à la motion de censure dans le système parlementaire. Une simple crise de gouvernement dans ce type de système peut facilement devenir une crise du régime dans le système présidentiel (Linz, 1990). Il faut aussi dire que la limite du nombre de mandats présidentiels affecte l'attitude du président qui est plus susceptible d'avoir un comportement colérique devant un législatif qui rejette ses projets.

En Russie, la création de la présidence à travers l'élection démocratique d'Eltsine en juin 1991 a initié la dynamique de la légitimité duelle propre au régime présidentiel et semi-présidentiel où le président élu au suffrage universel coexiste avec un pouvoir législatif qui est aussi légitimé démocratiquement et qui a son propre mandat. Cette dynamique fut renforcée par l'héritage idéologique soviétique de « tout le pouvoir aux soviets », tradition qui accorde au législatif des pouvoirs extraordinaires et qui est fondamentalement incompatible avec un modèle basé sur la séparation des pouvoirs. Les règles de ce type de régime présidentiel-parlementaire, et par la suite du présidentielisme qui fut créé par la Constitution de 1993, ont donné lieu, en l'absence d'un système de partis historiquement structuré, à la marginalisation de l'opposition qui fait obstacle à la formation des partis politiques, essentiels à la démocratie. Finalement, alors que les qualités personnelles du président sont très importantes dans ces types de régime où il doit, pour assurer la démocratie, inspirer la confiance, respecter les limites de son pouvoir et réussir à atteindre un certain niveau de consensus, il semble, si on examine les développements socioéconomiques et politiques de la Russie durant ses deux mandats, qu'Eltsine ne possédait pas ces qualités.

2.4.2 Le « super présidentielisme »

Fish ne conteste pas le rapport postulé par Linz et Stepan entre le présidentielisme et l'échec de la démocratie. Cependant, le fait que certains pays (Moldavie, Pologne et Lituanie) postcommunistes aux systèmes présidentiels ou semi-présidentiels aient connus une transition démocratique, selon lui relativement réussie, le conduit à affirmer que c'est plutôt la forme « super » du présidentielisme, une constitution qui investit le président de pouvoirs extraordinaires, qui empêche, plus que le type de régime comme tel, la démocratie (Fish, p.64). La cause principale de l'échec de la démocratie en Russie n'est donc pas le caractère *per se* du régime, mais l'abus de pouvoir par l'exécutif. Alors que l'idée qu'un pouvoir exécutif « fort » est par définition autoritaire peut laisser croire qu'il s'agit d'une explication tautologique, Fish soutient que l'abus de pouvoir par l'exécutif est seulement l'une des causes possibles. Les partis révolutionnaires, les mouvements séparatistes et les interventions militaires sont également des facteurs pouvant faire obstacle à la démocratie.

Selon Fish trois conditions ont permis à l'exécutif russe de compromettre la démocratie : le « super-présidentialisme », la faiblesse de l'opposition et la tolérance de la part de l'environnement international à l'endroit d'Eltsine. Si les deux derniers facteurs ont certainement facilité le processus de la concentration du pouvoir au sein de l'exécutif, l'élément clé est le « super-présidentialisme » qui, en pratique, empêche le Parlement russe d'avoir un quelconque pouvoir indépendant de l'exécutif (Fish, 2005, p.205).

Selon Fish, la Constitution « super-présidentielle » de la Russie, adoptée par voie référendaire le 12 décembre 1993, doit être conçue comme une variable indépendante. Le niveau de démocratie du système politique, les intérêts de l'élite dirigeante, et la puissance de l'État au moment de l'adoption de la Constitution n'ont pas été, selon lui, déterminants (Fish, p.213). La Constitution « super-présidentielle » est plutôt née d'un conflit politique qu'Eltsine lui-même ne contrôlait pas totalement. Bien que son intérêt personnel l'encourageait à chercher l'établissement d'une présidence forte, il n'a pas créé lui-même ses propres pouvoirs, pas plus qu'il n'a exclu l'alternative parlementaire. Plutôt que des intérêts de l'élite dirigeante qui, au moment de la transition, n'avait pas la capacité d'établir quel système politique lui servirait le mieux, la création de la fonction présidentielle provient de l'effort stratégique du mouvement politique *Russie Démocratique*, qui cherchait à créer un poste pour un politicien en mesure d'impulser le démantèlement de l'Union soviétique.

Le présidentielisme serait aussi une création de l'opinion publique, telle qu'exprimée dans le référendum de 1991 (Fish, 2001, p.90). Le consensus populaire aurait même donné son appui à la forme « super » du présidentielisme dans les référendums de 1993. Selon Fish, la majorité considérait que la Russie avait besoin d'une présidence « forte » pour conserver son statut de superpuissance et, paradoxalement, lutter contre les conservateurs et faire avancer les réformes politiques.

L'environnement institutionnel a également contribué au caractère « super-présidentiel » de la Constitution. Au lendemain de la chute du régime soviétique, le pouvoir de l'État était en crise et les institutions très affaiblies étaient plus vulnérables à la prise du pouvoir par une seule et unique personnalité « forte » (Fish, 2001, p.94).

Bien que les causes de son introduction soient diverses, Fish soutient que les conséquences du « super-présidentialisme » peuvent être généralisées à l'ensemble des pays de la région postsoviétique qui l'ont adopté (Arménie, Belarus, Kazakhstan, Kirghizstan, Russie et Ukraine): cette forme de régime a fait obstacle à la démocratie. En Russie elle a d'abord compromis la légitimité du régime postsoviétique et ainsi l'appui populaire envers la démocratie. Comme le pouvoir était concentré entre les mains d'Eltsine, les Russes ont rapidement associé la démocratie à sa personne et aux conséquences négatives de ses décisions. Ensuite, le super-présidentialisme a affaibli une société civile qui était déjà faible. La concentration du pouvoir au sein de l'exécutif a encouragé, non pas la création des partis politiques d'opposition, mais la formation de petites organisations compactes en mesure de faire pression sur, et de s'attirer les bonnes grâces du, pouvoir exécutif. Plus encore, le « super-présidentialisme » a bloqué le développement d'institutions politiques susceptibles de menacer le pouvoir personnel du président dans ce système, alors que de telles institutions sont des sources d'appui aux politiciens dans les systèmes politiques où le pouvoir est divisé. (Fish, 2005, p.239).

2.4.3 La structure du système économique

En plus de dénoncer la forme « super » du présidentielisme, Fish, avec d'autres auteurs, critique les nouvelles institutions de l'économie russe (Bunce, Chevtsova, 2007, Fish 1998, dans Anderson 2001, 2005, Hellman, 1998). Suivant l'idée néo-institutionnaliste selon laquelle la démocratie est un processus dynamique dans lequel les différentes sphères institutionnelles de la société s'influencent mutuellement, il soutient que la libéralisation économique est positivement liée à la démocratie et que c'est le caractère partiel de cette libéralisation économique qui fait obstacle à celle-ci. La Russie n'aurait donc pas souffert du caractère exagéré de la libéralisation économique sous la thérapie de choc, mais plutôt de son contraire : l'orientation libérale de cette réforme a été trop diluée pour finir par être tranquillement abandonnée afin de calmer l'opposition. La vive opposition aux réformes économiques a donné lieu à un système économique seulement partiellement libéralisé et caractérisé par la proximité du pouvoir économique privé au pouvoir public (situation

qualifiée « d'étatisme économique » ou de « capitalisme bureaucratique »). Ce type de système économique aurait encouragé, à son tour, l'opacité du système politique, faisant obstacle à la démocratie.

La libéralisation économique offre une plus grande latitude aux acteurs à l'extérieur de l'État pour promouvoir leurs intérêts et permet ainsi l'émergence d'une base de financement pour l'opposition. En Russie, où l'économie n'est que partiellement libéralisée, cette base de financement est plutôt faible, ce qui fait obstacle à la formation de partis d'opposition. Le caractère partiel de la libéralisation économique empêche aussi l'émergence d'organisations sociales indépendantes. Alors que la libéralisation économique encourage la formation des classes sociales et d'identités professionnelles et, plus encore, des syndicats et des associations professionnelles qui renforcent ces identités, l'« étatisme économique » ou le « capitalisme bureaucratique » fait obstacle au pluralisme en minant le développement des organisations de la société civile, qui souffrent d'un manque de ressources humaines et financières et d'une grande vulnérabilité face à la pression étatique. En raison de la proximité entre les pouvoirs privés et publics, les acteurs économiques ne sont pas intéressés à financer des organisations susceptibles de s'opposer à l'État. La participation citoyenne à ces organisations est pour sa part très faible. La plupart des Russes entretiennent toujours une relation paternaliste et de dépendance avec l'État et leurs employeurs. Bien que la disponibilité des biens de consommation ait réduit le contrôle des directeurs d'entreprises sur les employés, la peur grandissante du chômage a largement reproduit la nature paternaliste des relations d'autorité et la dépendance des travailleurs.

Enfin, l'importance de l'État dans la sphère économique, permet aux politiciens de manipuler et de fragiliser les organisations autonomes existantes. Les nombreuses possessions de l'État permettent à ses fonctionnaires de contrôler les opposants au régime en utilisant les leviers commerciaux. Ainsi, les organisations indépendantes et les partis politiques souffrent d'une grande faiblesse ce qui encourage la démobilisation politique et la reproduction d'un système anti-pluraliste (Krastev, 2006).

2.5 Éléments de critiques des explications basées sur la nature des institutions

2.5.1 Les institutions politiques

L'explication de Linz et Stepan est empreinte d'un certain déterminisme institutionnel et ne prend pas suffisamment en compte les intérêts qui sous-tendent le renforcement des pouvoirs de l'exécutif. Pourtant, il semble que l'intérêt de l'exécutif d'assurer la continuité de la thérapie de choc, malgré la faiblesse de l'appui populaire et les effets négatifs appréhendés et obtenus de ce programme pour la masse de la population, explique largement sa volonté de renforcer, à tout prix, ses pouvoirs. Il est faux d'affirmer que la crise politique de 1992-1993 a découlé de la « légitimité duelle » propre au régime « présidentiel-parlementaire ». Comme nous l'avons déjà signalé, jusqu'au moment où les premiers résultats de la thérapie de choc ne donnent naissance à une opposition de la part de la majorité parlementaire envers les réformes économiques, la situation était tout à fait tolérable pour les deux branches du gouvernement. Ainsi, l'opposition à la thérapie de choc, plus que le type de régime, explique la crise politique de 1992-1993. De plus, le fait que la plupart des projets constitutionnels proposés en 1993 par le pouvoir législatif, impliquaient une présidence « forte », suggère que la « dualité des pouvoirs » qui, selon Linz et Stepan, fragilise la démocratie, n'est pas principalement déterminée par les choix constitutionnels (Reddaway et Glinski, 2001)

Bien que l'explication de Fish concernant l'abus de pouvoir de l'exécutif soit, à notre avis, plus conforme à la réalité historique et moins déterministe que celle de Linz et Stepan, nous estimons que l'explication de l'échec de la démocratie en Russie ne peut pas être limitée à la forme du régime de la période de la transition. Certains intérêts bien concrets furent à la base de l'adoption du régime « super-présidentiel ». Il est faux de dire que l'élite n'a pas encouragé sa mise en place. Au contraire, « avant même la chute du régime soviétique, l'aspiration des « réformistes radicaux » à isoler le pouvoir exécutif des pressions populaires, et donc des députés parlementaires, fut maintes fois exprimée par les intellectuels et les dirigeants libéraux » (Roche, 2000, p.83). L'établissement d'un exécutif « fort » était perçu comme nécessaire à la réalisation des réformes économiques auxquelles était susceptible de s'opposer la masse de la population et, surtout, une majorité parlementaire démocratiquement élue. Ainsi, Eltsine a condamné, à la veille de l'ouverture du Congrès des députés du peuple

d'avril 1992, toute idée de régime parlementaire. Il a affirmé que « dans des conditions de crise le régime parlementaire serait un suicide » (Roche, p.131).

Plutôt que de constituer une variable indépendante, influencée par certaines circonstances qu'Eltsine lui-même n'a pas toujours contrôlées, et encouragé par l'opinion publique, le caractère de la présidence d'Eltsine s'explique par son rôle comme promoteur du capitalisme néolibéral en Russie. Grâce à la thérapie de choc, l'économie russe s'est intégrée au système capitaliste mondial de manière subordonnée aux intérêts des pays riches. Il y avait donc une coalition entre les gouvernements du G-7 et la nouvelle bourgeoisie russe encore en formation, qui avait besoin de l'appui politique et économique du G-7. En s'intégrant ainsi au système capitaliste mondial, la Russie s'est heurtée à une importante contradiction. D'un côté, la thérapie de choc a eu des conséquences sociales et économiques si négatives pour la masse de la population qu'il était quasi impossible de la poursuivre en gardant des institutions démocratiques; un régime autoritaire s'imposait. De l'autre côté, l'intégration au système mondial nécessitait l'adoption d'une série de normes légales parce que le capitalisme, même semi-périphérique, demande un minimum de respect de la loi pour fonctionner efficacement. L'adoption d'une Constitution « super-présidentielle » représentait une tentative de résoudre cette contradiction. Ce type de Constitution « autorise le pouvoir personnel et réduit au minimum la capacité de la société à influencer sur le processus politique » (Kagarlitsky, 2004, p.127). En même temps, elle conférerait une certaine « légitimité » au pouvoir personnel du président, qu'elle investirait d'une forme « démocratique ». L'Occident a adopté une attitude de tolérance à l'égard de ce type de « démocratie », qui est en fait une quasi-dictature mais à condition que les politiques économiques et en partie étrangères du régime s'accordent aux intérêts occidentaux (Kagarlitsky, p.129). L'issue finale de la crise de 1992-1993 - la constitution « super-présidentielle »- montre qu'Eltsine, en s'attirant l'appui de l'armée et des forces de sécurité, a finalement pu contrôler le Parlement qui, selon la Constitution en vigueur, possédait des pouvoirs très importants.

Si Fish affirme que l'opinion publique, telle qu'exprimée dans les deux référendums tenus en 1993, a encouragé l'adoption d'un régime « super-présidentiel », nous devons dire que ces référendums furent marqués par la manipulation et la fraude massive. Qui plus est, le peuple n'a jamais eu la chance de se prononcer sur la nature du système politique. Il ne fut

pas appelé à s'exprimer par rapport à la dissolution du parlement ni à la destruction du système des Soviets. La nouvelle constitution a été rédigée à huis clos; toute discussion par les candidats du projet de constitution était interdite pendant la campagne électorale à la Douma menant au référendum, et le référendum lui-même a été truqué.

Conséquemment, la forme définitive prise par le régime russe en décembre 1993 ne reflète pas l'opinion publique et ne constitue pas une variable indépendante dont l'adoption fut facilitée par certains événements circonstanciels. Elle s'explique plutôt par les intérêts qui rendaient impératif la poursuite de la thérapie de choc et la nécessité de créer au moins une apparence de légitimité démocratique du régime.

2.4.2 Les conséquences de la libéralisation accélérée

Comme l'affirme Fish, la politique économique de la Russie mérite effectivement d'être critiquée. Elle permet à certaines personnes proches du pouvoir de faire main basse sur les richesses du pays, à Eltsine de jouir d'un appui indéfectible de la part de ces « nouveaux riches ». Elle a effectivement encouragé la fusion entre les pouvoirs économiques privés et le pouvoir public. Tout cela s'est fait au détriment de la démocratie et du bien-être de la masse de la population. Cependant, alors que Fish dénonce uniquement le caractère partiel de l'application des réformes par le gouvernement, faisant du même coup l'éloge de la libéralisation économique accélérée, réalisée en Russie au moyen de la thérapie de choc, nous pensons plutôt que celle-ci doit aussi, et même surtout, être critiquée.

L'explication de Fish de l'échec de la transition politique à la démocratie se rapproche étroitement de celle du FMI : une élite parasitique qui aurait fait obstacle à l'approfondissement de la réforme économique se serait formée au début de la transition au capitalisme en Russie. C'est donc l'application partielle et inconséquente de la thérapie de choc par la Russie, qui aurait encouragé la corruption et miné toute volonté du monde politique d'instaurer des réformes politiques et économiques saines. Pourtant, quand la crise frappa en 1998, le FMI a annoncé un plan de sauvetage de 22,6 milliards de dollars, dont 300

millions avancés de manière immédiate, ce qui montre « qu'il pouvait ne s'inquiéter en rien de la corruption, et des risques qu'elle impliquait pour l'utilisation de l'argent du prêt » (Stiglitz, 2002). Qui plus est, lors de la campagne électorale à la présidence en 1996, le FMI a accordé à la Russie un nouveau prêt qui était le deuxième en grandeur de son histoire. Bref, la « thérapie de choc a semblé suffisamment bien appliquée pour que le FMI offre son appui matériel et politique à Eltsine » (Regol, 2005, p.60). En effet, les mesures les plus importantes du point de vue du FMI furent réalisées : des privatisations rapides et massives ont été mises en œuvre; une ouverture complète au capital étranger fut assurée; la réduction du déficit budgétaire a constitué une préoccupation constante des autorités; la monnaie fut convertie, et les barrières protectionnistes ont disparu.

Ainsi, puisque les principales politiques économiques de libéralisation ont été implantées, les problèmes dont parle Fish et qui font obstacle à la démocratie sont davantage imputables à la nature même des réformes de libéralisation économique, qu'à leur application prétendument imparfaite. La thérapie de choc a généré des conditions de pauvreté et d'inégalités sans précédent dans l'histoire d'un pays développé, faisant obstacle à la participation aux partis politiques et aux organisations de la société civile et plus généralement à la démocratie qui est définie par un principe d'égalité dans la sphère politique.

Alors que Fish évoque les mérites de la libéralisation radicale à l'aide de statistiques qui montrent particulièrement la réussite de la Hongrie et de la Pologne, deux pays avec un indice de libéralisation assez élevé, il faut préciser que la Hongrie, plutôt que de favoriser un plan de libéralisation accélérée, a adopté une stratégie plutôt gradualiste : la privatisation a été réalisée de manière relativement graduelle et légale. Si la Pologne a effectivement adopté un plan de réforme économique drastique, il faut dire que cela a provoqué une crise morale et politique dans le pays où les réformistes ont finalement été défaits lors des élections de 1993 permettant le retour de l'ancien parti communiste sous un nouveau nom. Même la presse américaine de l'establishment a reconnu que le retour des communistes reflétait l'insatisfaction populaire provoquée par les réformes économiques. C'est l'adoption subséquente d'une stratégie plus graduelle, qui n'était pas basée sur les orientations

préconisés par le FMI, qui a permis la réussite relative de la transition polonaise (Reddaway et Glinski).

Bien que cela dépasse l'objet du présent mémoire, nous pourrions aussi questionner la qualité de la démocratie de ces pays, cités par Fish comme modèles d'une transition réussie. (République Tchèque, Hongrie et Pologne). Les alternatives politiques offertes aux citoyens de ces pays sont souvent illusoires, puisque les partis principaux, une fois au pouvoir, adoptent les mêmes politiques économiques et sociales néolibérales contre lesquelles l'électorat vient de réagir en votant contre le parti au pouvoir. En 2006 en Hongrie, les habitants de Budapest sont sortis dans la rue pour protester contre le premier ministre « de gauche » Ferenc Gyurcsany nouvellement élu, après la défaite du gouvernement droitier, qui venait d'avouer qu'il avait sciemment dissimulé à l'électorat les mesures néolibérales qu'il s'apprêtait à adopter.

2.6 La diffusion institutionnelle

Les concepts de « path dependence » temporelle et institutionnelle utilisés par Fish et Linz et Stepan sont critiqués par certains auteurs qui, à la différence des variantes traditionnelles du néo-institutionnalisme, expliquent l'échec de la démocratie en Russie par le concept de « path dependence » plutôt spatiale. En ce sens, Stephen E. Hanson et Jeffrey S. Kopstein et David A. Reilly affirment la nécessité de considérer l'influence de l'emplacement géographique des pays sur le succès ou l'échec de la transition à la démocratie. La localisation géographique aurait une influence déterminante sur la diffusion des institutions démocratiques.

2.6.1 L'importance de la spatialité

Selon Hanson (dans Anderson *et al*, 2001) la littérature de « path dependence » institutionnelle, qui explique l'échec de la démocratie en Russie principalement par le type de

régime ou qui postule une interdépendance entre la démocratie et la libéralisation économique, n'explique pas les raisons pour lesquelles certains pays ont pu choisir les politiques appropriées alors que d'autres ne l'ont pas fait. Il a donc cherché une explication alternative qui lui permettrait de comprendre les raisons pour lesquelles certains pays de l'ancien espace soviétique ont réussi à implanter une réelle démocratie, alors que d'autres, comme la Russie, ont échoué. S'inspirant des travaux de Kopstein et Reilly, il affirme que la réussite de la démocratie dépend largement de l'adoption de « l'occidentalisme », de la poursuite des principes et des valeurs propres aux démocraties occidentales par l'élite politique et par les fonctionnaires.

Ici, la proximité géographique de l'Europe de l'Ouest a joué un rôle important. L'idée du « retour à l'Europe », qui fut l'orientation idéologique la plus importante dans la construction des politiques des États de l'Europe orientale et centrale après la chute du communisme, était plus susceptible de se réaliser dans les pays directement bordés par l'Union européenne. C'est là où la démocratie s'est aussi rapidement consolidée. *A contrario*, dans les pays plus éloignés, l'intégration à l'Occident était plus difficile et le renforcement des règles démocratiques par l'État et par ses fonctionnaires était pour le mieux partiel.

Les privilèges matériels accordés à l'État et aux fonctionnaires à travers l'intégration politique, économique et militaire aux institutions paneuropéennes expliqueraient largement les décisions individuelles des officiels de l'État de se comporter de façon à respecter les principes démocratiques nécessaires à cette intégration. L'Union européenne a commencé à négocier des accords de coopération économique avec la Pologne et la Hongrie dès 1989 et a établi le programme PHARE Pologne-Hongrie (assistance à la restructuration des économies)⁵ qui s'est par la suite étendu aux pays baltes. Le FMI, la BM et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), ont quant à eux aidé à renforcer les orientations pro-occidentales, non seulement de l'élite néolibérale, mais aussi de l'élite de l'ancien Parti communiste. Puis l'OTAN, en exigeant que les membres potentiels

⁵ Ce programme réfère aux efforts déployés à l'échelle internationale pour offrir un appui économique aux démocraties polonaises et hongroises naissantes

(http://europa.eu/legislation_summaries/enlargement/2004_and_2007_enlargement/e50004_fr.htm)

règlent leurs conflits frontaliers avec leurs voisins, a joué un rôle important dans la marginalisation des nationalistes antidémocratiques aux orientations revanchistes. Cette diffusion des institutions occidentales a contribué à accroître la fiabilité avec laquelle les fonctionnaires de certaines nouvelles démocraties est-européennes ont renforcé les règles légales formelles de la compétition politique et les droits politiques des citoyens.

Mais il faut préciser que la démocratisation de l'Europe centrale ne s'explique pas simplement en termes de maximisation rationnelle de l'intérêt des bureaucrates et des élites politiques qui rêvaient d'atteindre le niveau de vie de l'Occident. L'idée du retour à l'Europe suscitait de réelles émotions et des idéaux profondément ancrés chez une large partie de l'intelligentsia; elle avait guidé les dissidents tout au long de l'époque communiste.

En Russie, l'idée du rapprochement à l'Europe était également centrale au programme de transition. La conviction de l'impossibilité d'effectuer celui-ci dans le contexte des institutions soviétiques, comme l'avait initialement proposé Gorbatchev, a guidé l'articulation par Eltsine et ses partisans au sein du mouvement *Russie démocratique* d'un nationalisme russe antisoviétique et pro-occidental, qui a contribué au démantèlement du régime soviétique. Qui plus est, au lendemain de la chute de ce régime, la politique étrangère russe a explicitement posé comme objectif prioritaire l'inclusion de la Russie dans l'ordre démocratique global (Hanson, dans Anderson *et al*, 2001, p.149). Cependant, des circonstances géopolitiques et sociologiques propres à la Russie ont compliqué la réalisation de cet idéal et l'institutionnalisation des principes démocratiques qui en font partie.

D'abord, le fardeau de l'héritage des longues décennies d'un régime totalitaire et de l'étatisation totale de l'économie fut beaucoup plus lourd pour l'ex-Union soviétique que pour les États de l'Europe centrale et orientale, intégrés au bloc seulement après la Deuxième guerre mondiale. Pour cette raison, la Russie a subi une crise économique et politique particulièrement prolongée et dévastatrice. En plus, son statut unique de puissance continentale - entre l'Europe et l'Asie - a fait en sorte que le rapprochement à l'Europe suscitait la controverse et la contestation chez les politiciens et les intellectuels. De plus, il faut dire que la fin du communisme a représenté, pour beaucoup de Russes, la perte d'un

empire plutôt que la réalisation d'une indépendance nationale. Ainsi, l'identité nationale russe était encore à développer durant la période de transition. Cela a généré une grande incertitude par rapport à l'avenir et a encouragé les acteurs politiques et les citoyens à agir selon leurs intérêts de court-terme plutôt qu'à s'investir selon des objectifs de long terme comme le renforcement institutionnel de la démocratie. Ces facteurs pris dans leur ensemble auraient empêché l'interaction entre la poursuite des valeurs démocratiques et des intérêts matériels (Hanson, dans Anderson *et al*, p.149).

Ainsi, l'échec de la transition à la démocratie en Russie s'expliquerait essentiellement par la nature spatialement dépendante de l'héritage communiste et par le rôle, non seulement de la localisation géographique (entre l'Europe et l'Asie), mais également de la conception géopolitique du pays (perte de l'Empire).

2.7 Critique de l'explication basée sur la diffusion géographique des institutions

2.7.1 Une remise en question du lien entre l'ascension à l'Union européenne et la démocratie

Nous devons d'abord critiquer l'apport de la diffusion institutionnelle à partir de l'Union européenne pour la démocratie. Plusieurs auteurs ont remis en question la contribution positive de l'ascension à celle-ci au respect des principes démocratiques (Carothers, 2004, Hughes *et al.*, 2004, Lewis, Mungiu-Pipidi, 2007). Selon le projet *Nation in Transit*, de la *Freedom House*, qui assure un examen attentif et détaillé de l'Europe postcommuniste et une étude approfondie de la démocratisation à travers l'analyse de plusieurs indicateurs (le processus électoral, l'indépendance des médias, le niveau de corruption, le développement de la société civile, l'indépendance judiciaire), certains pays de l'Est, notamment la République Tchèque, la Hongrie et la Pologne ont, dans les faits, connus un recul des indices démocratiques depuis leur ascension à l'Union européenne.

L'intégration à l'Union européenne n'a pas contribué à transformer les comportements des élites dirigeantes. Plusieurs problèmes politiques, présents avant

l'intégration, particulièrement la corruption, la faiblesse de la règle de droit, la manipulation des campagnes électorales et des résultats électoraux par le parti au pouvoir, le sont toujours. Une fois libérées des contraintes liées à l'ascension à l'Union européenne, les élites sont retournées à leurs anciennes habitudes. Après les négociations, les réformes sont souvent adoptées de façon superficielle, alors qu'une trop grande importance est accordée à la forme aux dépens des principes. En somme, à la différence de la thèse élaborée par Hanson, l'intégration à l'Union européenne est largement instrumentale et ne semble pas encourager, à long terme du moins, le renforcement de la démocratie.

Malgré ces critiques, nous reconnaissons que la situation géographique, plus particulièrement la proximité de l'Occident, a sans doute joué un certain rôle dans le déroulement de la transition à la démocratie des pays postcommunistes. Un pays aussi éloigné que le Belarus n'a par exemple subi aucune influence occidentale, mais cela en partie grâce au fait qu'il n'avait pas obtenu des crédits du FMI. Toutefois, puisque la transition à la démocratie de son voisin russe fut largement influencée par le G-7 et ses institutions financières, il appert que les intérêts de l'Occident, plus que la situation géographique comme telle, explique le type de diffusion institutionnelle et l'impact de celle-ci.

2.7.2 Une influence négative

Alors que nous avons questionné l'influence réelle de l'Union européenne sur la démocratie et ainsi le succès des pays identifiés par Hanson comme étant des démocraties consolidées, nous devons surtout remettre en cause son explication de l'échec de « l'occidentalisation » de la Russie. Car, paradoxalement, l'intervention occidentale en Russie a fortement contribué à cet échec.

La possibilité d'un retour au pouvoir des communistes en Russie était considérée par les gouvernements occidentaux comme une menace particulière. Pour cette raison, la stratégie d'intervention occidentale en URSS/Russie cherchait à tout prix à assurer

l'irréversibilité de l'intégration subordonnée de la Russie au système capitaliste mondial. Pour ce faire, cette intervention a fait fi de la démocratie et des intérêts de la population en s'exerçant principalement à travers l'impératif d'implanter la thérapie de choc, appuyée par des prêts accordés par le FMI et la BM. Plus encore, l'introduction des mesures de la thérapie de choc a contribué à l'effondrement de l'économie russe, ce qui a compromis non seulement le projet d'« occidentalisation », mais aussi la démocratie comme telle (Kotz et Weir, 2007).

Ainsi, les raisons offertes par Hanson pour expliquer l'échec de l'occidentalisation de la Russie découlent en fait de l'application de la thérapie de choc. S'il est vrai, comme l'affirme Hanson, que l'effondrement des structures de l'URSS a sans doute significé pour beaucoup de Russes la perte d'un empire et d'une identité nationale, ce démantèlement a d'abord permis à Eltsine d'annoncer l'adoption du plan de réforme de la thérapie de choc qu'aucune autre des quinze républiques nouvellement indépendantes n'a adopté. Puis, l'incertitude par rapport à l'avenir et la propension de la société à agir selon ses intérêts à court-terme s'expliquent plus par les résultats économiques désastreux générés par la thérapie de choc que par les sentiments liés à la chute du régime soviétique. La crise économique a obligé les citoyens à déployer toutes leurs énergies à la satisfaction de leurs besoins essentiels. Ensuite, la crise politique de 1992-1993 s'explique, comme nous l'avons vu, par l'opposition du législatif à la poursuite de la thérapie de choc et non pas simplement par l'héritage du régime soviétique. Enfin, malgré l'existence d'un courant slavophile dans l'intelligentsia russe, la majorité des politiciens et des intellectuels avaient une vision idéale de l'Occident. La contestation de l'occidentalisation de la Russie est principalement apparue avec l'exacerbation de la crise économique suite à l'introduction des mesures de la thérapie de choc.

2.8 Conclusion

Les explications offertes par l'approche néo-institutionnaliste que nous avons analysées ont certainement un caractère un peu moins réducteur que celles des approches culturelles. Elles prennent en compte l'influence du contexte institutionnel passé et présent et cherchent à expliquer les décisions politiques susceptibles de faire obstacle à la démocratie à partir de ces contextes. Cependant, nous pouvons reprocher à ces explications, au même titre que nous l'avons fait dans le cas des approches culturelles, leur vision occidentale de la démocratie. La diffusion institutionnelle par l'Occident et l'importation du modèle économique néolibéral sont associées par les adeptes de cette approche à l'émergence de la démocratie, alors qu'elles peuvent tout aussi bien y faire obstacle.

Aussi, les explications institutionnalistes restent quand même superficielles. C'est surtout le cas de celles basées sur la séquence des réformes qui n'expliquent pas, autrement que par une conception du pouvoir prétendument héritée de l'ancien régime, le choix particulier de la séquence. Les intérêts qui ont influencé les décisions d'Eltsine sont ainsi complètement occultés.

L'explication qui met de l'avant l'influence du régime présidentiel porte un caractère tout aussi superficiel ou tronqué, puisqu'on ne nous explique pas pourquoi ce type de régime a été adopté. Elle est surtout empreinte d'un déterminisme, puisque le type du régime *per se* est conçu comme une variable indépendante qui détermine largement la réussite (ou l'échec) de la transition à la démocratie. Fish, au moins, tient compte des spécificités du présidentielisme en Russie et présente les circonstances qui ont permis l'introduction de cette forme institutionnelle particulière. Il analyse également l'interaction entre les processus de réformes économiques et politiques qui influencent la trajectoire institutionnelle. Cependant, il évacue lui aussi toute analyse des intérêts qui auraient pu être à l'origine de la trajectoire institutionnelle. De la même façon, l'explication basée sur la diffusion institutionnelle ne questionne pas les intérêts qui expliquent le caractère particulier de l'aide et des conditions occidentales.

En somme, les explications néo-institutionnalistes permettent dans une certaine mesure d'échapper à la circularité et au réductionnisme des explications culturelles et de comprendre l'influence des institutions sur la construction des intérêts, des orientations et sur le comportement des élites et de la population. Cependant, elles passent sous silence toute analyse des intérêts politiques et économiques qui sont à l'origine du choix, à un moment historique précis, d'une trajectoire institutionnelle sur une autre. Au lieu d'adopter l'approche du choix rationnel selon laquelle les acteurs prennent leurs décisions en fonction de la maximisation des intérêts qui sont de simples « données », il faut expliquer l'origine, ou la construction, des intérêts à l'origine des trajectoires institutionnelles, en s'appuyant non seulement sur l'héritage institutionnel, mais surtout sur le contexte politique et socioéconomique et sur l'environnement international contemporains.

CHAPITRE III

L'APPROCHE MARXISTE : UNE ANALYSE DE CLASSE DIALECTIQUE

L'approche marxiste se caractérise par sa méthode dialectique et l'importance centrale qu'elle accorde à l'analyse de classe dans l'explication des processus politiques. Selon les marxistes, l'État est partie intégrante de la totalité socioéconomique, laquelle est composée de forces sociales antagoniques, dont les luttes sont au centre du mouvement de l'histoire.

La théorie marxiste est matérialiste. Comme l'affirme Marx : « Ce n'est donc pas la conscience des hommes qui déterminent leur être; c'est, inversement, leur être social qui détermine leur conscience » (Marx, 1859). Cela ne signifie pas que l'approche marxiste nie tout rôle indépendant aux idées, cela signifie seulement que les idées ne flottent pas de manière détachée au-dessus des rapports sociaux concrets et observables, mais qu'elles peuvent et doivent être expliquées *à partir* des rapports sociaux. Pour cette raison le concept d'*intérêt* joue un rôle central dans l'analyse politique marxiste. Cette analyse cherche à tracer les liens entre les forces politiques en présence, leurs buts, leurs stratégies, et leurs idéologies, d'un côté, et la situation sociopolitique des classes sociales et des fractions de classe de la société, de l'autre. Le marxisme est donc une théorie matérialiste, mais qui ne réduit pas mécaniquement les sphères politiques et idéologiques à l'économie.⁶

Pour l'analyse marxiste, la démocratie dans le système capitaliste, telle qu'elle existe, fut historiquement le fruit des luttes de la classe ouvrière et des ses alliés contre le monopole

⁶ Marx n'a jamais produit une « théorie du politique » comme telle. Mais il s'agit simplement de consulter ses analyses politiques concrètes pour se convaincre que les versions matérialistes vulgaires du « marxisme » ont peu à voir avec le « marxisme de Marx », dont la méthode est dialectique

du pouvoir politique des classes possédantes. Malgré cela, cette démocratie est limitée par les intérêts que la bourgeoisie considère comme vitaux. Si, au lieu de légitimer la dominance sociale de la bourgeoisie, elle se retourne contre cette dominance, la bourgeoisie abandonne la démocratie en faveur de la répression et, si nécessaire, de la dictature, pour ne pas parler du sabotage économique. Dans cette lutte, elle peut compter normalement sur l'appui d'alliés importants au sein même de l'État, notamment dans les appareils militaire et exécutif, ainsi que dans les médias de masse et dans les autres institutions idéologiques qu'elle contrôle directement ou indirectement. Finalement, elle jouira de l'appui des autres États capitalistes, intéressés à écraser un mauvais exemple en plus de poursuivre des intérêts particuliers qu'ils pourraient avoir dans le pays concerné. (Altamirano, 1979, Miliband, 1982, p.175-177, Przeworski dans O'Donnell *et al*, 1986, Ruesh Meyer *et al*, 1992).

Dans le cas particulier de la Russie, l'intérêt fondamental en jeu de la bourgeoisie naissante et des forces politiques qui s'y identifiaient était la réalisation de ce que Marx a appelé « l'accumulation primitive », c'est-à-dire la mise en place des conditions sociales du capitalisme, soit la création d'une majorité sans leurs propres moyens de subsistance, ce qui passait en Russie par l'expropriation des classes populaires (à la fin de l'URSS encore légalement propriétaires collectifs de l'économie), ainsi que par leur « désécurisation » (la suppression des très importants éléments de sécurité économique sous l'Union soviétique), d'un côté, et par la concentration des ressources économiques principales entre les mains d'une nouvelle classe minoritaire, la bourgeoisie, de l'autre. Quant à la bourgeoisie occidentale et leurs États, ce même processus poursuivait l'intérêt d'éliminer un modèle économique alternatif au capitalisme et d'ouvrir de nouveaux champs d'investissement et donner accès aux riches ressources de la région. Ce n'est pas n'importe quelle Russie capitaliste que « l'Occident » souhaitait, mais une Russie capitaliste subordonnée à ses intérêts, incapable de lui livrer une concurrence idéologique et économique (Regol, 2005)

Ce sont ces intérêts domestiques et étrangers et un rapport de forces qui leur était favorable qui expliquent l'échec de la transition à la démocratie. La thérapie de choc,

promue par les gouvernements des pays du G-7 et par les institutions financières internationales, et embrassée par l'élite politique russe avait comme but d'assurer le processus d'accumulation primitive contre toute tentation de chercher une « troisième voie » populaire entre le capitalisme et l'« économie de commandement » dite communiste. Mais cette politique économique, une fois que ses conséquences désastreuses se sont fait sentir par la population, ne pouvait se poursuivre sans l'introduction d'un régime autoritaire, un régime libre de tout contrôle démocratique et légal. Si dans les pays de l'Est on a quand même pu confier cette tâche à des régimes formellement démocratiques, c'est en grande partie parce que le destin de ces pays n'était pas aussi critique pour l'Occident et qu'on y craignait moins la résistance des classes populaires.

Par conséquent, pour l'approche marxiste, l'échec de la transition à la démocratie en Russie s'explique en fin de compte par les intérêts antagoniques qui opposaient les classes fondamentales de la société. Cela ne veut pas dire que cette issue était inévitable. L'issue dépendait du rapport de forces entre ces classes et leurs alliés. Il s'agit d'un rapport dynamique auquel ont contribué un grand nombre de facteurs tant politiques et économiques, que sociaux et idéologiques. Dans ce chapitre, nous élaborerons plus concrètement cette analyse, qui, à notre avis, intègre ce qui est valable des autres approches que nous avons examinées.

3.1 La Perestroïka et la restauration du capitalisme

La Perestroïka de Gorbatchev cherchait à pallier aux difficultés économiques de l'URSS en introduisant dans l'économie planifiée des éléments de marché accompagnée de réformes politiques, et notamment la « transparence » (glasnost) et autres mesures de libéralisation, qualifiées de « démocratisation ». En réalité, au moins initialement, le but était de rationaliser la dictature bureaucratique et non pas de la remplacer par une véritable démocratie (Roche, 2000, p.16). Mais l'échec de la réforme économique et la montée des mouvements populaires revendiquant la démocratie ont fini par entraîner la fraction dominante de l'élite bureaucratique (la nomenklatura) à opter pour la restauration du capitalisme. Cette

restauration avait d'abord été favorisée par certains intellectuels qui ont également très tôt promu l'établissement d'un régime autoritaire pour pallier la fragilité de l'appui des classes populaires envers la libéralisation économique.

3.1.1 Les intérêts des classes populaires et de l'élite bureaucratique

Assez rapidement après le lancement de la Perestroïka, les classes populaires ont commencé à se mobiliser en opposition au monopole du pouvoir et aux privilèges de la nomenklatura. Toutefois, leurs protestations n'étaient pas dirigées contre le socialisme comme tel. L'écrasante majorité de la population, des travailleurs et des paysans, avait en effet beaucoup à perdre au niveau social d'une restauration du capitalisme, notamment ses éléments sécurisants et le titre de propriétaire collectif de l'économie. La majorité de la population était fortement attachée aux valeurs égalitaires et de justice sociale du socialisme (Glinski et Reddaway, 1999, 2001, Mandel, 1992).

L'opinion publique était aussi favorable à l'idée de la souveraineté de la Russie mise de l'avant par les forces politiques autour d'Eltsine, mais souhaitait cette souveraineté toujours au sein d'une fédération soviétique renouvelée dans un sens démocratique. Le gouvernement central de Gorbatchev, qui n'avait jamais cherché de mandat démocratique, était toujours identifié dans l'esprit populaire à l'usurpation bureaucratique du pouvoir et à la corruption. Il était donc tenu responsable de la détérioration de la situation économique sous la Perestroïka. Par contre, les gouvernements républicains élus en 1990 par suffrage plus ou moins démocratique, paraissaient comme plus ouverts au contrôle populaire.

À la différence de cette mobilisation – en faveur de la démocratie et de l'égalité – des classes populaires, une majorité d'intellectuels a rapidement favorisé la restauration du capitalisme, qu'elle associait à la liberté et à l'abondance des biens matériels. Cette majorité a progressivement attiré une fraction importante de la nomenklatura. En effet, devant la non-viabilité du système bureaucratique et aspirant à conserver et peut-être même à renforcer ses privilèges, une grande partie de l'élite bureaucratique s'est également tournée vers le

capitalisme. Ce virage se présentait de lui-même, puisque l'alternative était le suicide politique, soit en essayant de défendre l'ancien système soit en acceptant la démocratisation de l'économie socialisée. La restauration du capitalisme offrait au moins la possibilité de garder le pouvoir et les privilèges, mais sur de nouvelles bases (Kotz et Weir, 2007, Roche, 2000, p.25). Ainsi, à la fin des années 1980, une fraction importante de la nomenklatura s'est jointe aux économistes, aux intellectuels et aux éléments de l'économie sous-terrainne dans une coalition pro-capitaliste derrière Boris Eltsine, dans la perspective de profiter d'une position avantageuse dans le secteur privé émergent.

3.1.2 La mobilisation des classes populaires

Après la défaite cinglante de candidats de l'appareil du Parti lors des premières élections à candidatures multiples tenues en mars 1989 (Congrès des députés du peuple de l'URSS), la mobilisation populaire a de plus en plus échappé au contrôle des dirigeants soviétiques. La grève des mineurs de cette même année et les grèves qui suivirent ont montré le début d'un nouvel activisme populaire qui traversait les frontières des républiques :

L'idée d'une remobilisation des masses aspirant à une démocratisation réelle du régime tout en conservant et améliorant le système fondé sur la propriété collective des principaux moyens de production, la planification et la sécurité sociale des citoyens devenait une issue possible, comme l'avait laissé prévoir l'expérience tchécoslovaque du Printemps de Prague ou celle polonaise de Solidarnosc (Roche, 2000, p.22).

Ceci dit, cette mobilisation populaire n'a jamais entraîné plus qu'une minorité de la population. Les 60 ans de régime totalitaire, pendant lesquels aucune organisation indépendante, ni de liberté d'expression, n'avaient été possible, ont laissé un lourd héritage. Les classes populaires n'avaient pas d'expérience d'auto-organisation ni de lutte collective. Elles avaient appris à rester à l'extérieur de la vie politique (Kotz et Weir, 2007, p.149, Mandel, 2005, p.22). Elles souffraient également d'une certaine confusion politique, puisque le système soviétique se présentait faussement comme socialiste. Ainsi, malgré les débuts impressionnants d'un éveil politique de la société, les classes populaires n'ont pu s'organiser

à une échelle suffisamment grande et se doter d'un projet clair de société alternative. Une alternative populaire au projet libéral n'aurait pu émerger que d'une expérience plus longue et plus riche de lutte populaire (Roche, 2000, p.17). Il aurait fallu aussi un contexte international plus favorable à la recherche d'une alternative au capitalisme, qui triomphait à ce moment partout ailleurs dans le monde.

3.1.3 La promotion de l'autoritarisme

Bien que la coalition pro-capitaliste d'Eltsine jouissait de l'appui des médias, qui étaient de plus en plus critiques envers le système économique et social de l'URSS et de la faiblesse relative des classes populaires, les éléments libéraux les plus conséquents restaient conscients de la menace potentielle que représentait la fragilité de l'appui populaire envers le capitalisme (Kotz et Weir, 2007, p.144).

L'« économie de marché » comme principe était en général favorablement perçu par les masses. Cette idée était associée à l'abondance des marchandises dans les magasins occidentaux et s'inscrivait aussi dans un rejet du contrôle exercé par la bureaucratie (Roche, 2000, p.32). Cependant, les sondages d'opinions publiques⁷ indiquaient un appui très limité envers les éléments précis de la transition au capitalisme. La libéralisation des prix et plus généralement les mesures susceptibles de menacer la sécurité économique des classes populaires représentaient des mesures auxquelles la population était grandement défavorable. (Kotz et Weir, p.133). Par voie de conséquences, dès la fin des années 1980, les intellectuels libéraux parlaient favorablement d'une « option Pinochet », c'est-à-dire d'une transition autoritaire au capitalisme.

Des intellectuels comme Andronik Migraniane et Igor Kliamkine, expliquaient la nécessité d'un régime autoritaire pour surmonter les contractions suscitées par le

⁷ Les données fournies par les sondages doivent être interprétées comme des reflets des tendances et non comme une photographie exacte de la réalité. En période de transition, l'opinion publique exprime généralement la perception d'une réalité nouvelle à travers le filtre culturel hérité du régime précédent. En Russie, le décalage entre la culture politique de la majorité et le régime qui émerge se répercute dans les perceptions des concepts tels que « démocratie » et « capitalisme » (Roche, 2000, p.32-33).

bouleversement des rapports sociaux. Selon eux, les intérêts contradictoires engendrés par le capitalisme et la polarisation grandissante de ces intérêts, augmenteraient la possibilité de chaos et d'effondrement du système politique en voie de restructuration. Ainsi, le seul objectif réaliste à court terme était de favoriser en douceur un passage du totalitarisme à l'autoritarisme. Selon Migraniane, le régime autoritaire permettrait de créer les conditions du régime démocratique tout en limitant l'impact des oppositions dans la société, et surtout, de transformer les rapports sociaux en éliminant tous les obstacles au capitalisme.

En 1990, devant l'effondrement de plus en plus probable du PCUS qui affaiblissait la capacité de l'État soviétique d'imposer de manière résolue la transformation capitaliste, il transférait son analyse au niveau républicain et affirmait que seuls les leaders charismatiques avec suffisamment de pouvoir et de légitimité pourraient contrer les forces populistes à travers le pays et aller de l'avant avec les réformes pro-marché. Il soutenait également que ces leaders ne seraient pas nécessairement libéraux-démocrates, dans certains cas ils pourraient passer par-dessus les institutions et les processus démocratiques. Il s'agissait, pour lui, du prix à payer pour l'implantation d'une économie de marché, la véritable démocratie pouvait seulement être implantée en second lieu. D'autres figures libérales comme l'historien Alekseï Kiva et Gavril Popov, futur maire de Moscou et très proche allié d'Eltsine, affirmaient la nécessité de limiter les pouvoirs du législatif afin de protéger l'exécutif dans sa tâche de construction d'une société inégalitaire. Il fallait une « autorité forte » pour protéger la transition contre le renversement des forces libérales sur une base légitime, c'est-à-dire au cours d'élections où les citoyens pourraient donner leur appui, non pas aux libéraux, mais à quelque troisième force (Roche, 2000, p.91).

3.2 La transition au capitalisme sous Eltsine

Comme nous l'avons remarqué, la décision d'entreprendre la restauration du capitalisme ne correspondait pas à une réponse aux aspirations profondes des classes populaires, il s'agissait plutôt d'une décision politique pour la promotion d'intérêts particuliers. Pleinement conscient de cela, Eltsine a rapidement cherché à adopter des mesures qui se rapprochaient de l'instauration d'un régime autoritaire favorisé par les intellectuels. Ainsi, il a d'abord assuré la création de pouvoirs présidentiels qui ont par la suite été constamment renforcés suite à l'adoption de la thérapie de choc qui devait assurer l'irréversibilité de la transition au capitalisme.

3.2.1 La création des pouvoirs présidentiels

Également sceptique par rapport à l'efficacité des institutions démocratiques représentatives, Eltsine estimait que les questions et les problèmes majeurs étaient difficiles à résoudre au sein du Congrès des députés du peuple auquel assistaient des milliers de personnes. Il a ainsi rapidement cherché à renforcer ses pouvoirs au sein de la Constitution soviétique, notamment à travers la création d'une présidence exécutive de la RSFSR. À travers l'exploitation et la manipulation des sentiments populaires antibureaucratiques et « anti-gouvernement » central, il a réussi à obtenir l'appui de la population - dans le cadre du référendum sur le traité d'Union- et fut ainsi élu président de la Russie le 12 juin 1991 (Glinski et Reddaway, 2001, p.125, Roche, 2000, p.132).

Avec cette nouvelle instance présidentielle, les pouvoirs de l'exécutif furent considérablement renforcés. Le chef du pouvoir exécutif, le président, nommait le président du Conseil des ministres, avec le consentement des députés. Il nommait et rétrogradait les ministres, les représentants diplomatiques et les autres hauts fonctionnaires. Il profitait aussi du droit d'initiative législative, il pouvait soumettre des projets de loi à la députation en son propre nom. Qui plus est, un droit de veto suspensif lui permettait de retourner une loi déjà adoptée par la législature pour fin de reconsidération. Finalement, un décret présidentiel

pouvait être rappelé seulement s'il contrevenait à la Constitution, aux lois de la RSFSR et aux décisions du Congrès des députés du peuple et du Soviet suprême. Ces pouvoirs étaient intimement liés à la volonté d'entreprendre la transition au capitalisme et devront, comme nous le verrons, être constamment renforcés avec l'adoption de la thérapie de choc (Roche, 2000, 133-134).

3.2.2 La thérapie de choc et le renforcement des pouvoirs de l'exécutif

Le démantèlement de l'URSS qui prit la forme d'une «révolution d'en haut»⁸ a conduit Eltsine au pouvoir de la Russie nouvellement indépendante et a permis à son regroupement politique et à la bourgeoisie naissante (dont l'élite sera connue par la suite comme les « oligarques») d'initier la transition au capitalisme selon la stratégie prônée par l'Occident (la thérapie de choc). Le fait que le démantèlement du système soviétique n'ait pas résulté d'une révolution populaire constituait un grand avantage pour Eltsine et les forces libérales qui l'appuyaient. Grâce à cela, ils n'avaient pas à faire face à des masses mobilisées et confiantes de leur victoire. Eltsine et les libéraux jouissaient même d'une popularité non négligeable, principalement du fait de leur qualité autoproclamée de « démocrates » et de leur rôle dans le putsch avorté d'août 1991. Les forces libérales autour d'Eltsine qui occupaient déjà des postes de pouvoir, ont ainsi profité d'un rapport de force qui leur était favorable. Elles avaient, au moins pour l'instant, les mains libres pour déclencher leur stratégie de choc et ainsi restaurer le capitalisme.

Cependant, elles faisaient aussi face à une Constitution qui accordait des pouvoirs très importants au Congrès des députés du peuple et elles craignaient une explosion de protestations sociales, surestimant ainsi la force des classes populaires. Eltsine et les forces libérales qui l'entouraient sentaient que leur pouvoir serait menacé.

⁸ Lors du référendum du printemps de 1991 la majorité des Russes avait voté en faveur du renouvellement de l'Union, qui s'est finalement démantelée de manière antidémocratique.

Par conséquent, si la libéralisation économique rapide et radicale, sous la forme de la thérapie de choc, devait permettre de prendre la population par surprise, de la désorienter et de fermer la route à tout projet alternatif, son implantation, selon les libéraux du moins, nécessitait un renforcement continu des prérogatives de la présidence russe. Ainsi, en septembre 1991, un décret d'Eltsine « Sur la branche du pouvoir exécutif » subordonnait le cabinet au président et indiquait que la tâche principale de ce cabinet consistait à construire le capitalisme sur la base d'une réforme économique radicale. Plus encore, au moment de l'adoption de la thérapie de choc, Eltsine obtint du Congrès des députés du peuple des pouvoirs spéciaux provisoires destinés à assurer sa réalisation. À ce moment, la thérapie de choc recevait l'appui d'une majorité des députés, qui faisait confiance à Eltsine et qui ignorait largement les conséquences possibles des réformes adoptées.

Grâce à ses pouvoirs spéciaux provisoires, Eltsine a pu déterminer lui-même la structure du pouvoir exécutif des organes suprêmes de la république et des instances locales et régionales. De plus, un décret présidentiel adopté le 6 novembre établit que le président dirigerait le gouvernement pour la durée de la réforme économique. Eltsine s'est également attribué le droit de diriger personnellement les activités du ministère de la Sécurité, de l'Intérieur des Affaires étrangères et de la Justice (Roche, 2000, p.133-134).

3.3 La question du partage des pouvoirs

Si Eltsine a bénéficié d'une confiance absolue du Congrès au moment de l'adoption de la thérapie de choc, ce programme fit l'objet d'une opposition de l'Assemblée législative dès que ses conséquences négatives pour l'économie du pays et pour le peuple se firent sentir. Il s'agissait principalement de l'hyperinflation et de la chute catastrophique des salaires réels et des pensions de retraite, de l'effondrement de la production, et de la montée très alarmante de la corruption, notamment dans le processus de privatisation sauvage.

De par les pouvoirs que lui conférait la Constitution, cette opposition représentait une menace importante à la poursuite de la thérapie de choc. Le Soviet suprême votait les lois,

pouvait rappeler et révoquer les décrets présidentiels et se prononçait sur le budget. Il exerçait aussi un certain contrôle sur des institutions clés de la privatisation, comme la Banque centrale. Et, surtout, le Congrès pouvait à tout moment retirer les pouvoirs provisoires spéciaux qu'il avait accordés à Eltsine (Roche, 2000, p.156-157).

Une lutte s'est donc engagée entre l'entourage présidentiel et leurs adversaires au sein du Parlement pour le contrôle des principaux instruments du pouvoir devant assurer la poursuite des réformes économiques. Dans cette lutte, le rapport de force était largement en faveur des partisans de la thérapie de choc.

3.3.1 L'appui occidental à la suppression de la démocratie

Les dirigeants libéraux se sont vite opposés à toute diminution des pouvoirs de l'exécutif. En plus de permettre la poursuite de la thérapie de choc, la libération du pouvoir exécutif du contrôle parlementaire et judiciaire donnait à Eltsine et à ses alliés la possibilité de profiter pleinement de la privatisation. Ainsi, face à la menace que représentait le législatif, la grande majorité d'entre eux percevait, plus que jamais, la nécessité d'un exécutif indépendant, seul moyen de faire face à l'opposition.

Conséquemment, dès le début de la crise politique, Eltsine et la plupart des grands médias ont utilisé tout leur poids politique pour affaiblir le pouvoir législatif. Eltsine affirmait que l'opposition au sein du Congrès des députés du peuple ne reflétait pas l'opinion du public. Pourtant, un an plus tôt, il faisait l'éloge de la députation qu'il présentait comme l'expression de la volonté populaire librement exprimée et qu'il appelait à jouer un rôle important après avoir exercé une fonction purement décorative durant des décennies (Roche, p.113 et 124). De plus, bien que l'opposition du Congrès n'ait pas été dirigée contre le capitalisme comme tel, Eltsine l'a associée au communisme et l'a accusée de souhaiter un retour au système totalitaire et à l'« économie de commandement ». Ces critiques ont été reprises par les médias électroniques, largement sous le contrôle de forces pro-Eltsine. Mais aussi par les dirigeants des pays du G-7 qui ont joué un rôle important dans la balance du

pouvoir tout au long de cette crise politique. Ils se sont servis, de concert avec le FMI, de leur influence politique et économique pour appuyer Eltsine. Dès le début, ils l'ont encouragé à confronter l'opposition, convaincus que le seul moyen d'assurer la poursuite des réformes économiques était la mise à l'écart de cette dernière.

Les dirigeants occidentaux répétaient la propagande du Kremlin qui soutenait que l'opposition était attribuable à la nostalgie pour le communisme plutôt qu'aux problèmes réels de la politique gouvernementale. Ils ont ainsi dépeint le Parlement comme une assemblée anachronique de réactionnaires communistes et de nationalistes hostiles à la démocratie. Ils ont également soutenu que la Constitution était une relique de l'ère brejnévienne.

Selon des observateurs conservateurs américains, comme Richard Pipes, l'opposition du parlement au Kremlin était simplement une tentative de l'ancienne nomenklatura communiste de reprendre ses pouvoirs et ses privilèges en utilisant le prétexte des difficultés économiques (Glinski et Reddaway, 2001, p.399). Pourtant, l'opposition était loin d'être communiste et le fait que la plupart des députés aient été membres du PCUS ne suffisait pas à l'étiqueter ainsi; comme la perestroïka et la glasnost l'avaient relevé, ce parti rassemblait plusieurs tendances. De plus, les principaux ténors libéraux étaient eux-mêmes des « communistes » de fraîche date. Mais surtout, les députés avaient initialement appuyé les réformes; ce sont précisément leurs conséquences désastreuses qui expliquaient leur opposition. Ils exprimaient en effet le mécontentement populaire qui n'a pu trouver une autre expression politique adéquate. (Glinski et Reddaway).

En plus de ces appuis politiques, le G-7 a également augmenté le montant de son aide financière à la veille du référendum d'avril 1993, qui devait mesurer la confiance populaire envers le président. Certains principes néolibéraux ont même été sacrifiés pour assurer une victoire: les institutions financières internationales ont fermé les yeux sur les mesures populistes introduites par Eltsine pour susciter l'appui populaire. (Roche, 2000, p.182). À d'autres moments, les représentants du G-7 et du FMI ont plutôt utilisé leur pouvoir matériel

pour encourager le président russe à renforcer ses pouvoirs, seule manière d'assurer la continuité et même l'accélération de la thérapie de choc.

3.3.2 Le coup d'État

Malgré toutes les manœuvres de l'exécutif et l'appui des pays capitalistes, le climat politique et social a commencé à se surchauffer à l'été 1993. La Fédération des syndicats indépendants de Russie, préparait une offensive contre le président et le gouvernement et plusieurs grèves d'avertissements avaient lieu (Roche, 2000, p.195). La grogne populaire s'intensifiait; la popularité d'Eltsine était clairement en déclin.

Devant la perspective du retrait de ses pouvoirs spéciaux et d'une montée d'opposition populaire, et face aux pressions insistantes du G-7 et du FMI en faveur de la poursuite à tout prix de la thérapie de choc, Eltsine a décidé d'éliminer le parlement comme force politique indépendante. Ainsi, il a annoncé le 21 septembre 1993, un décret (no 1400) qui a dissous le Parlement et le Congrès des députés du peuple, suspendu un certain nombre d'articles de la constitution et imposé un régime présidentiel (Glinski et Reddaway, p.370). Eltsine a défendu ce geste anticonstitutionnel en affirmant que la constitution en vigueur était un héritage de l'URSS et donc non-démocratique. Il a également dissout la Cour constitutionnelle qui avait déclaré son décret illégal. Il est vrai que la Constitution avait été rédigée sous Brejnev, mais elle avait depuis subi un grand nombre d'amendements et correspondait pleinement aux normes démocratiques acceptées. De toute manière, le problème en URSS n'avait pas été la constitution, mais sa non-application.

En dépit de la nature anticonstitutionnelle de son geste, les représentants du G-7 et du FMI ont continué d'appuyer Eltsine. Selon l'administration Clinton, la suspension d'un Parlement antidémocratique ne constituait pas un acte antidémocratique. Informé quelques heures avant la dissolution de l'intention d'Eltsine, il a donné son appui au président russe, soutenant qu'il agissait en réponse à une crise constitutionnelle qui avait atteint une impasse critique et qui paralysait tout le processus politique.

Durant les deux semaines qui ont suivi ce décret, une intense confrontation eut lieu entre le président et les législateurs nationaux. Ces derniers avaient refusé la dissolution et s'étaient barricadé à l'intérieur du Parlement, et, en réaction, Eltsine avait établi un siège autour de l'édifice.

Dans cette confrontation, les ressources disponibles aux deux parties étaient très inégales : le Congrès des députés du peuple s'appuyait sur le texte et l'esprit de la Constitution et sur son interprétation par la majorité des juges de la Cour constitutionnelle, ainsi que sur le support des législateurs régionaux et locaux. Pour sa part, Eltsine jouissait du contrôle des principaux outils du pouvoir exécutif central, de l'appui des médias et du monde des affaires, du soutien déclaré des pays capitalistes et des administrateurs régionaux, dont la plupart avait été nommés par lui. Plus encore, il avait fini par rallier de son côté les forces de répression, ou du moins par en assurer la neutralité. Cet appui de l'appareil militaire fut en fin de compte le facteur décisif qui lui permit de gagner la lutte.

En outre, la faiblesse des classes populaires a largement contribué à établir ce rapport de force en faveur de l'exécutif. Ces classes étaient faibles politiquement et matériellement, particulièrement depuis que les effets dévastateurs de la thérapie s'étaient manifestés. Ainsi, bien que la majorité de la population fût objectivement intéressée à la victoire du Parlement, elle ne s'est pas mobilisée à sa défense. (Mandel, 2003, Kotz et Weir, 2007).

Le 3 octobre 1993, les stratèges des forces de sécurité d'Eltsine ont habilement utilisé la sortie d'un groupe de radicaux extraparlamentaire aux bannières rouges pour encourager la violence dans les rues de Moscou, ce qui a finalement résulté en une « attaque armée » du bureau du maire Yuri Luzhkov, principale figure des centristes qui détenaient la balance du pouvoir dans la lutte (Glinski et Reddaway, p.371). Le gouvernement avait ainsi voulu montrer à l'opinion publique qu'il n'avait plus le choix d'utiliser la violence contre le Parlement, qu'il s'agissait d'une réaction défensive. Cette « attaque armée » a surtout donné l'occasion à Eltsine de dénoncer un coup d'État communiste et de déclencher la répression

violente du parlement. Le 4 octobre 1993, il a ordonné le bombardement du siège du pouvoir législatif, supprimant ainsi l'ordre constitutionnel (Roche, 2000, p.204-205).

Malgré sa violence et son caractère tout à fait illégal et antidémocratique, les représentants du G-7 et du FMI ont appuyé ce bombardement. Ils ont bien sûr repris la version du Kremlin d'un coup d'État communiste et Clinton a affirmé qu'Eltsine n'avait d'autres choix que de restaurer l'ordre afin de défendre « la démocratie et les réformes de marché ». Officiellement, il a justifié son appui par la promesse de son homologue de déclencher de nouvelles élections présidentielles et législatives simultanées, mais la volte-face du président russe, qui a finalement reporté de deux ans la tenue des élections présidentielles, n'a pas remis en cause cet appui (Glinski et Reddaway, Roche).

3.3.3 La création d'un pouvoir exécutif libéré de tout contrôle extérieur

Après avoir bombardé le Parlement et dissout la Cour constitutionnelle, Eltsine a rapidement établi un nouvel ordre politique qui lui permettrait de s'approprier tous les pouvoirs. Pour ce faire, il a appelé la tenue d'élections législatives et d'un référendum pour adopter une nouvelle constitution. La constitution sur laquelle la population était appelée à se prononcer, avait été rédigée à huis clos. Toute discussion du projet de constitution par les candidats aux élections parlementaires avait été interdite pendant la campagne.

Cette nouvelle constitution « super-présidentielle » donne au président un pouvoir quasi-absolu et réduit le parlement à un rôle essentiellement symbolique. Bien qu'elle donne le droit à la Douma - qui a succédé au Soviet suprême en tant que chambre basse du futur Parlement, l'assemblée fédérale - de rejeter trois fois les candidats au poste de premier ministre, elle prévoit également qu'en l'absence d'une entente suite au troisième rejet, le président peut dissoudre la Douma. Le président peut aussi démettre le gouvernement et son chef et cela, sans l'accord de la Douma, et si la Douma est en désaccord le président peut encore une fois la dissoudre. Le président nomme également les ministres fédéraux, ce qui lui donne un contrôle absolu sur toute la politique intérieure et extérieure. La procédure

d'impeachment qui vise à contrebalancer le pouvoir du président est quant à elle prévue de manière à en rendre l'application impossible en pratique. Cette procédure peut seulement être entreprise par le Conseil de la Fédération à partir d'accusations de haute trahison ou de crime lancées par la Douma et confirmée par la Cour suprême, désormais subordonnée à l'exécutif (Glinski et Reddaway, p.433, Roche, p.213).

Cette Constitution fut adoptée au moyen du référendum dont les résultats ont été falsifiés. Une enquête mise sur pied par Eltsine lui-même, suite à des allégations de fraude, a trouvé que le taux de participation avait été de 46.1%. Selon les règles fixées par l'entourage même du président – il fallait une participation de 50%+! - la Constitution n'avait pas été adoptée. Mais Eltsine a simplement refusé de recevoir le rapport. L'Occident, qui avait pourtant envoyé des observateurs, a également choisi de l'ignorer. (Roche, p.224).

Les résultats des élections législatives ont, quant à eux, signifié un puissant rejet populaire de la thérapie de choc. Les trois principaux partis en faveur de la thérapie de choc ont recueilli environ 30% des suffrages, dont seulement 15,8% pour le bloc « Choix de la Russie » de Gaïdar, père de cette politique en Russie. Les trois partis de gauche ont obtenu un peu plus de 28%, tandis que « Iabloko » et le parti libéral-démocrate de Jirinovskii, qui ont fait également campagne contre la thérapie de choc, ont obtenu 7,83% et 22,79% des voix respectivement (Roche, p.221-223).

Ces résultats ont été obtenus, malgré les mesures populistes décrétées par Eltsine au cours de la campagne électorale et en dépit du fait que les candidats membres du gouvernement ont bénéficié de l'appui des médias de masse. Cependant, étant donné le caractère anti-démocratique de la Constitution les résultats des élections législatives n'ont eu aucune influence sur la politique économique du gouvernement.

Le coup d'État sanglant de 1993 avait ainsi mis fin au court interlude démocratique en Russie. Eltsine a fait savoir clairement à la société russe qu'il n'arrêterait devant rien pour écraser toute opposition qui menaçait son pouvoir. (Mandel, 2005, p.29.).

La suppression violente de la Constitution, la loi fondamentale du pays, était en même temps la déclaration d'un moratoire général sur la légalité en ce qui concerne l'accumulation de richesse par la nouvelle bourgeoisie et par les membres de l'exécutif. Elle a ouvert la voie à l'un des plus grands vols de l'histoire, vol activement organisé et promu par l'État, et partie intégrante de tout processus d'«accumulation primitive». Le coup de l'automne 1993 est sans doute l'un des facteurs principaux de l'épanouissement sans précédent de la corruption en Russie.

La politique d'austérité budgétaire était également marquée par la violation massive de la loi, politique appuyée par le FMI et le G-7. Le gouvernement a systématiquement ignoré les lois concernant l'indexation du salaire minimum et des pensions de retraite et a refusé d'effectuer les dépenses sociales prévues par le budget d'État dûment voté à la Douma. Le gouvernement retenait illégalement – parfois pendant des mois - le versement des salaires des employés de l'État et des pensions et tolérait la même pratique dans les entreprises publiques et privées (Mandel, 2005, p.29-30).

3.3.4 L'élection présidentielle de 1996

Malgré la tenue d'élections présidentielles en 1996, le régime d'Eltsine est toujours resté fondamentalement autoritaire. Le mépris des règles démocratiques a caractérisé ces élections qui, même selon des critères purement libéraux, furent grossièrement malhonnêtes.

Lors de ces élections, Eltsine ne s'est pas gêné pour violer massivement la loi et les normes démocratiques, afin de se maintenir au pouvoir. Six mois avant les élections, seulement 5% des électeurs, selon les sondages, soutenaient Eltsine. La majorité estimait qu'il était corrompu et qu'il avait complètement ruiné l'économie. Pour s'assurer une victoire, essentielle à la poursuite des réformes néolibérales et au pillage des richesses de la Nation, il s'est servi des avantages que lui conféraient ses pouvoirs absolus.

Ainsi, durant la campagne il s'est servi des finances publiques pour effectuer un semblant de tournant social. Ces dépenses électorales ont maintes fois dépassées la limite légale et il a profité pleinement de ses « ressources administratives » pour obliger les gouvernements à lui assurer des résultats favorables dans leurs régions. En outre, il a également joui de la faiblesse des classes populaires, dont les membres, victimes d'un appauvrissement continu et souffrant d'une profonde insécurité depuis l'implantation de la thérapie de choc, s'étaient adaptés individuellement à la situation et ne représentaient donc aucune menace sérieuse à l'autoritarisme d'Eltsine. Finalement, les résultats ont été falsifiés. Malgré tout, il semble bien que Zyuganov a gagné (Seppo, 1996)

3.3.5 La « démocratie dirigée » de Poutine Medvedev⁹

Le terme « démocratie dirigée » fut appliqué à la Russie de Poutine tant par les apologistes que par les critiques de son régime. Mais du point de vue de la démocratie, ce régime ne diffère vraiment pas qualitativement de celui d'Eltsine, même s'il est vrai que Poutine a renforcé le caractère dirigé (la fameuse « verticale ») du pouvoir.

Sous Poutine-Medvedev, les parures de la démocratie sont toujours préservées et les droits politiques, et même une opposition organisée, sont tolérés, mais seulement dans la mesure où ils ne posent pas de menace à la continuité du groupe à la tête du pouvoir exécutif. Dès qu'une menace réelle ou potentielle surgit, le régime n'hésite pas à violer ce qui reste des normes démocratiques, pour ne pas parler de ses propres lois. Ainsi, cette tolérance dépend en grande partie de la faiblesse de la capacité d'action collective de la part des classes populaires.

Mais ce qui a changé depuis le départ d'Eltsine est le rapport entre le pouvoir politique et la classe possédante (lesdits oligarques). Poutine, tout en maintenant des rapports très incestueux avec les oligarques, a établi la suprématie du pouvoir exécutif sur

⁹ Cette section est largement basée sur l'article de Mark-David Mandel, « Le régime Poutine : « une démocratie dirigée » », *Inprecor*, no. 505-506, mai-juin 2005, p.21-29.

cette classe. Et cet arrangement semble plaire aux deux groupes, dans la mesure où l'appareil exécutif continue à servir à ses membres de source d'enrichissement personnel et l'exécutif, à son tour, garantit la stabilité aux oligarques contre toute tentation d'une opposition politique de monter au pouvoir en attisant la haine populaire contre cette classe, très largement perçue comme illégitime et parasitaire.

C'est donc la faiblesse à la fois des classes populaires (notamment de la classe ouvrière, la classe des salariés subalternes) et de la classe possédante qui expliquerait, en dernière analyse, pourquoi la démocratie échappe toujours à la Russie et pourquoi le pouvoir exécutif a pu atteindre un degré si important d'autonomie.

3.4 Conclusion

L'analyse marxiste de l'échec de la démocratie en Russie postsoviétique nous semble cohérente à la fois sur son plan interne et avec les faits historiques connus. En plaçant au centre de son analyse les intérêts de classe et le rapport de force entre les classes, le marxisme offre une vision dialectique, holiste, de la réalité sociale et donc une meilleure explication du parcours politique de la Russie postsoviétique.

L'examen des rapports sociaux concrets présents en Russie soviétique et postsoviétique nous permet de comprendre, au-delà de l'héritage culturel et institutionnel, le rôle des classes sociales, de leurs intérêts, et de leur capacité respective de les défendre. En particulier, nous avons pu constater la coïncidence des intérêts de la bourgeoisie nationale naissante et les forces politiques domestiques alliées, d'un côté, et de la bourgeoisie internationale et leurs États, de l'autre. Ces forces défendaient un projet social fondamentalement opposé aux intérêts des classes populaires de la Russie, classes très largement majoritaires. Cette opposition, et le rapport de force qui favorisaient la nouvelle classe dominante, lui-même le fruit de l'interaction complexe de maints facteurs, tant économiques, politiques, idéologiques, qu'institutionnels, expliquent de manière satisfaisante, à notre avis, l'échec de la démocratie en Russie.

CONCLUSION

L'objectif central du mémoire était d'atteindre une meilleure compréhension de l'évolution autoritaire du régime politique de la Russie postsoviétique. Pour ce faire, nous avons procédé à une lecture critique des principales explications présentes dans la littérature. Regroupées sous trois grandes approches : l'approche culturelle, l'approche néo-institutionnaliste, et l'approche marxiste, nous avons évalué leur capacité respective à offrir une analyse cohérente du régime qui tient compte des faits connus. Nous avons tenté de montrer que l'analyse marxiste offre une meilleure compréhension du virage autoritaire qu'a pris le régime politique de la Russie tôt après la chute de l'ancien système.

Dans un premier temps, notre analyse critique a révélé certaines incohérences des explications culturelles. Nous avons constaté le caractère fondamentalement circulaire d'un argumentaire qui s'appuie sur la prétendue immuabilité d'une culture autoritaire et conservatrice : l'existence de cette culture est établie par l'observation de la pérennité de l'autoritarisme politique en Russie. Ainsi, on explique donc la chose par elle-même.

Nous avons également soulevé le caractère souvent subjectif des explications culturelles, et notamment les interprétations, pour le moins dire, libres des sondages, source privilégiée par cette approche pour rendre compte des attitudes et des valeurs de la population. Nous avons aussi observé une tendance à l'emploi sélectif de l'histoire, plus particulièrement une propension à ignorer les très importantes luttes populaires pour la démocratie qui ont eu lieu au 20^e siècle. Enfin, nous avons noté le parti pris conservateur de l'approche, lorsque l'opposition populaire au « marché libre » (lire : capitalisme sauvage) est présenté comme un rejet de la démocratie.

Notre analyse des explications qui se réclament du néo-institutionnalisme a relevé un refus, sous prétexte de « ramener l'État » (bring back in the state), d'enquêter sur le jeu

d'intérêts et de forces sociales et politiques qui pourraient expliquer le choix de la trajectoire institutionnelle. Au lieu de cela, ce choix est adopté comme le point de départ de l'analyse.

Nous avons ainsi constaté le caractère réductionniste d'une explication qui affirme que c'est le type de régime *per se* qui détermine largement la réussite ou l'échec de la transition à la démocratie. Finalement, nous avons exposé la présupposition normative de l'analyse qui adopte la « path dependence spatiale », acceptant de manière acritique la prétention des gouvernements occidentaux de promouvoir la démocratie en Russie. En plus, cette approche ignore les limites de la démocratie sous le capitalisme : un régime politique qui ne peut survivre à la remise en question des intérêts que la bourgeoisie considère comme vitaux.

Toutes ces approches, malgré leurs différences, ont tendance à réduire leurs explications à un seul facteur, en abstraction de la totalité sociopolitique qui donne à ce facteur sa signification. Il en résulte des analyses très partielles, et, au fond, peu satisfaisantes.

Nous avons pu constater que l'analyse marxiste évite ces problèmes et offre une explication cohérente sur le plan interne tout en permettant de tenir compte des faits connus. L'analyse des rapports sociaux, et notamment les rapports entre les classes, de leurs intérêts respectifs, et de la dynamique du rapport des forces sociales et politiques, permet de tenir compte de l'héritage culturel de même que des arrangements institutionnels mais sans leur attribuer un pouvoir explicatif unilatéral ou exclusif.

Sur le plan culturel, l'expérience des 60 ans de totalitarisme a évidemment pesé lourd contre les classes populaires et contre la démocratie. Mais cet héritage n'était pas une « culture autoritaire » figée dans le temps. C'était avant tout un manque d'expérience de traditions d'organisation indépendante et de lutte collective et une confusion idéologique quant à la vraie nature des forces politiques en présence et de leur projet. Tout cela aurait pu changer avec le temps et l'expérience, et l'un des buts principaux de la thérapie de choc était justement d'empêcher cela.

L'analyse marxiste tient également compte de la nature des institutions politiques et économiques, mais toujours dans le cadre d'une analyse de la totalité sociopolitique. Tout comme la « path dependence spatiale », elle considère comme important le rôle joué par l'Occident, mais plutôt en tant que force antipopulaire et antidémocratique, allié indispensable de la nouvelle bourgeoisie russe en formation.

A notre avis, le concept de « rapport de force » entre les classes (ou « lutte de classes », mais qui peut être assez unilatérale, comme présentement en Russie) permet de tenir compte du caractère contingent et dynamique des phénomènes politiques, dont l'évolution du régime en Russie. C'est là surtout où les autres approches nous semblent laisser à désirer. Il est évident qu'aujourd'hui l'enjeu du régime autoritaire, de la « démocratie dirigée » n'est plus la thérapie de choc, qui a bien accompli ses tâches, mais la soif d'enrichissement privé des membres du pouvoir exécutif et les craintes des grands possédants par rapport à la sécurité de leurs avoirs dans le cas d'un changement de direction politique. Mais ce régime politique a toujours comme condition fondamentale la faible capacité de mobilisation et de résistance des classes populaires et la très fragile légitimité à la fois de la classe possédante et du régime politique lui-même.

BIBLIOGRAPHIE

Livres

- Anderson J, Richard, Steven Fish, Stephen E. Hanson et Phillip G. Roeder. 2001. *Postcommunism and The Theory of Democracy*. Princeton: University Press 201 p.
- Carnaghan. Ellen. 2007. *Out of order Russian political values in an imperfect world*. Pennsylvanie : Pennsylvania State University Press, 330p.
- Chevstova, Lilia. 2007. *Russia Lost in Transition. The Yeltsin and Putin Legacies*. Washington: Carnegie Endowment for International Peace, 388p.
- Fish, M. Steven. 1995. *Democracy from Scratch: Opposition and Regime in the New Russian Revolution*. Princeton: Princeton University Press, 312p.
- _____. 2005. *Democracy Derailed in Russia: The Failure of Open Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 313p.
- Grugel, Jean. 2002. *Democratization: A Critical Introduction*. Houndmills: Palgrave, 273p.
- Howard, Marc Morjé. 2003. *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*. Cambridge: Cambridge University Press, 206p.
- Kagarlitsky, Boris. 2002. *La Russie d'aujourd'hui. Néo-libéralisme, autocratie et restauration*. Paris: L'Aventurine, 381p.
- Kotz, David M. et Fred Weir. 2007. *Russia's Path from Gorbachev to Putin: the Demise of the Soviet System and the New Russia*. Londres: Routledge, 377 p.
- Linz, Julian. J. et Alfred C. Stepan. 1996. *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America and Post-Communist Europe*. Baltimore MD: Johns Hopkins University Press, 479p.
- Mandel, David. 2004. *Labour After Communism*. Montréal: Black Rose Books, 283p.
- Marsh, Christopher. 2000. *Making Russian Democracy Work: Social Capital, Economic Development, and Democratization*. Lewiston: Edwin Mellen Press, 202p.
- Marsh, Christopher et Nikolas K. Gvosdev. 2002. *Civil Society and the Search for Justice in Russia*. Lanham, Md.: Lexington Books, 189p.

- Marsh, Christopher et Nikolas K. Gvosdev. 2002. *Civil Society and the Search for Justice in Russia*. Lanham, Md.: Lexington Books, 189p.
- McFaul, Michael, Nikolai Petrov et Andrei Ryabov. 2004. *Between Dictatorship and Democracy*. Washington: Carnegie Endowment for International Peace, 386p.
- O'Donnell A. Guillermo, Philippe C. Schmitter et Laurence Withhead. 1991. *Transitions From Authoritarian Rule: Comparative Perspective*. Baltimore: The John Hopkins University Press, 3e éd, 256p.
- Petro, Nicolai N. 2004. *Crafting Democracy: How Novgorod Has Coped with Rapid Social Change*. Londres: Cornell University Press, 255p.
- Pipes, Richard. 2005. *Russian Conservatism and Its Critics: A Study in Political Culture*. New Haven: Yale University Press, 216p.
- Przeworski, Adam. 1991. *Democracy and the Market: Political and Economic Reforms in Eastern Europe and Latin America*, Studies in Rationality and Social Change. Cambridge : Cambridge University Press, 210p.
- _____. 1995. *Sustainable Democracy*. Cambridge: Cambridge University Press, 141p.
- Putnam, Robert D., Robert Leonardi et Raffaella Nanetti. 1993. *Making Democracy Work Civic Traditions in Modern Italy*. Princeton: University Press, 258p.
- Reddaway, Peter et Dmitri Glinski. 2001. *The Tragedy or Russia's Reforms: Market Bolshevism Against Democracy*. Washington: United States institute of peace press, 719 p.
- Roche, Michel. 2000. *Thérapie de choc et autoritarisme en Russie: la démocratie confisquée* Paris : L'Harmattan, 248 p.
- Rueschemeyer, Dietrich, Evelyn Huber et John D. Stephens. 1992. *Capitalist Development and Democracy*. Chicago: University of Chicago Press, 387p.
- Uhlir, Anders. 2005. *Post-soviet civil society. Democratization in Russia and the Baltic states*. Londres: Routledge, 205p.
- Wilson, Andrew 2005. *Virtual Politics. Faking Democracy in the Post-Soviet World*. New Haven: Yale University Press, 332 p.

Chapitres de livres

- Altamirano, Carlos. 1979. « Dialectique de la défaite » Chap. in *Chili : les raisons d'une défaite*, p.23-28. Paris : Flammarion.
- Miliband, Ralph. 1982. « La concurrence imparfaite » Chap. in *L'État dans la société capitaliste*, p.165-185. Paris : Maspéro.
- Schumpeter, Joseph. A. 1942. « Another Theory of Democracy » Chap. in *Capitalism, Socialism and Democracy*, p.269-284. New-York: Harper & Brothers.
- Shlapentokh, Dmitry. 2008. « Russian Civil Society: Elite Versus Mass Attitudes to the Democratization of Russia » Chap. in *Democratizations, comparisons, confrontations and contests*, p.165-196. Cambridge: MIT Press.
- Stiglitz, Joseph E. 2002. « Qui a perdu la Russie ? » Chap. in *La grande désillusion*, p.153-219. Paris : Fayard.

Articles de périodiques

- Anderson, Perry. 2007. « Russia's managed democracy » London Review of Books. 29. En ligne, <http://www.lrb.co.uk/v29/n02/and01_.html>.
- Bideleux, Robert. 2007. « Making democracy work in the eastern half of Europe: Explaining and conceptualizing divergent trajectories of post-communist democratisation ». *Perspectives on European Society*, vol.8, no.2, p.109-130.
- Bunce, Valerie. 2003. « Rethinking Recent Democratization. Lessons from the Postcommunist Experience ». *World Politics*, vol. 55, no.2 (janvier), p.167-192.
- Clark, Robert. 1998. « Agents and Structures: Two Views of Preferences. Two Views of Institutions ». *International Studies Quarterly*, vol.42, no.2 (juin), p.245-270.
- Fine, Ben. 2007. « Social Capital ». *Development in Practice*, vol.17, no.4-5 (août), p.566-574.
- _____. 2008. « Social Capital Versus Social history ». *Social History*, vol.33, no.4 (novembre), p.442-467.
- Fish, Steven. 1998. « The Determinants of Economic Reform in the Post-communist World ». *East European Politics and Societies*, vol.12, no.1, p.31-78.

- Gazibo, Mamoudou. 2002. « Le néo-institutionnalisme dans l'analyse comparée des processus de démocratisation ». *Politique et Sociétés*, vol.21, no.3, p.139-160.
- Gerber, Theodore P. et Sarah Mendelson. 2007. « Activist Culture and Transnational Diffusion: Social Marketing and Human Rights Groups in Russia ». *Post-Soviet Affairs*, vol.23, no.1 (hiver), p.50-74
- Gibson, James L. 2001. « Social Networks, Civil Society and the Prospects for Consolidating Russia's Democratic Transition ». *American Journal of Political Science*, vol.45, no.1, p.51-69
- Hamidi, Camille. 2003. « Lire le *capital social*. Autour de Robert Putnam ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 53, no.4 (août), p. 607-613.
- Hanson, Stephen. 2007. «The Uncertain Future of Russia's Weak State Authoritarianism». *East European Politics and Societies*, vol. 21, no.1, p. 67-81.
- Hellman, Joel S. 1998. «Winners Take All: The Politics of Partial Reform in Postcommunist Transitions». *World politics*, vol.50, no.2, p.203-234.
- Howard, Marc Morjé. 2002. «The Weakness of Civil Society in Postcommunist Europe». *Journal of Democracy*, vol.13, no.1 (janvier), p.157-169.
- Hughes, James, Gwendolyn Sasses et Claire. 2004. « Conditionality and Compliance in the EU's Eastward Enlargement Regional Policy and the Reform of Sub-national Government». *Journal of Common Market Studies*, vol.42, no.3 (septembre) p.523-551.
- Johnson, Juliet. 2001. « Contingency in Postcommunist Transformations ». *Comparative Politics*, vol.33, no. 3 (avril), p.253-274.
- Knox, Zoe, Pete Lentini et Brad Williams. 2006. «Parties of power and Russian politics. A victory of the state over civil society». *Problems of Post-communism*, vol.53, no. 1, p. 3-14.
- Kopstein, Jeffrey S. et David A. Reilly. 2000. «Geographic Diffusion and the Transformation of the Postcommunist World». *World Politics*, vol.53, no.1 (octobre) p.1-37.
- Krastev, Ivan. 2006. «Democracy's Doubles». *Journal of democracy*, vol.17, no.2, p.52-62.
- Kubicek, Paul. 2000. «Post-communist political studies: ten years later twenty years behind». *Communist and Post-Communist Studies*, vol.33, no.3 (septembre), p.295-309.
- Lecours, André. 2002 « L'approche néo-institutionnaliste en science politique: unité ou diversité? ». *Politique et société*, vol.21, no.3, p.3-19.

- Letki, Natalia et Geoffrey Evans. 2005. « Endogenizing Social Trust: Democratization East-Central Europe ». *British Journal of Political Science*, no.35, p.515-529.
- Lewis, Paul G. 2004. «Democracy in Post-communist Europe, Fifteen Years on: A Concluding Note». *Journal of Communist Studies and Transition Policies*, vol. 20, no 1, p. 162-165.
- Linz, Juan. 1990. «The Perils of Presidentialism». *Journal of Democracy*, vol.1, no.1 (hiver), p.51-69.
- Loukine, Alexander. 1999. «Electoral Democracy or Electoral Clanism? Russian Democratization and Theories of Transition». *Demokratizatsiya*, vol.7, no.1 (janvier), p.93-110.
- Mandel, David. 2005. «Russie. Le régime Poutine : une démocratie dirigée ». *Inprecor*, no.505-506 (mai-juin). En ligne, <<http://inprecor/505506/Russiercgimcmandel.html>>
- Mungiu-Pipidi, Alina. 2007. «EU Accession Is No End of History». *Journal of Democracy*, vol.18, no.4 (octobre), p.8-16.
- Nichols, Thomas J. 1996. «Russian democracy and social capital». *Social Science Information*, vol.35, no.4, p.629-642.
- Pipes, Richard. 2004. «Flight from Freedom: What Russians Think ant Want». *Foreign Affairs*, vol.83, no. 3, p.9-15.
- Rose, Richard. 1998. «Getting Things Done In An Anti-Modern Society». *Studies in Public Policy*, vol.4, no. 306, p.147-171.
- Rose, Richard et William Mishler. 1998. «Untrustworthy Institutions and Popular Response». *Studies in Public Policy*, no. 306, p.147-171.
- Sakwa, Richard. 2008. « Two Camps? The Struggle to Understand Contemporary Russia». *Comparative Politics*, vol.40, no.4 (juillet), p.481-499.
- Seligson A, Mitchell. 2002. «The Renaissance of Political Culture or the Renaissance of the Ecological Fallacy?». *Comparative Politics*, vol.34, no.3 (avril), p.273-292.
- Seppo, David. 1992. « Contradictions et faillite du Gorbatchévisme ». *Quatrième internationale*. (déc. 1991-fév.1992), p. 1992, p.8-27.
- _____. 1996. « Comment Eltsine a volé l'élection » *Inprecor*, no.405 (septembre), p. 24-27.

- Squier, John. 2002. «Civil society and the challenge of Russia *gosudarstvennost*». *Demokratizatsiya*, vol. 10, no. 2, p.166-182.
- Thelen, Kathleen. 1999. « Historical Institutionalism in Comparative politics ». *Annual Review of Political Science*, vol.2, no.1, p.369-404.
- Tikhonova, Natalya. 2006. «The Russians: Normative Model of the Relationship Between Society, Individual and the State». *Social Sciences*, vol.37, no.3, p.91-102.
- Woodruff, David. 2009. « The Economist's Burden ». *New Left Review*, vol.55 (janivier-février), p.143-152.

Mémoire

- Regol, Olivier. 2005. « Go East ! Une lecture critique de la littérature portant sur l'attitude du Fonds monétaire international en Russie (1992-1999) ». Mémoire, Université du Québec à Montréal, 101p.